



**PROJET D'APPUI A L'ENGAGEMENT SOUTENU DES FEMMES DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE A L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE(SWEEP)**

## **RAPPORT D'ETUDE**

# **L'IMPLICATION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE A L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE**

### **Auteur de l'offre SIADES**

Côte d'Ivoire, Abidjan, BP 33 Abidjan Cidex 5  
Tel : (225) 21-27-09-96 / 58-50-17-30 Fax (225) 21-27-69-46  
E-mail [siades2006@yahoo.fr](mailto:siades2006@yahoo.fr) Bureau National Burkina Faso,  
19 Ouagadougou, Tél. : (226) 70 15 34 82

### **Bénéficiaire de l'offre :**

*Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire*  
*01 BP 1758 Abidjan 01,*  
*Sis au Plateau, 1 rue du chemin de Fer, à l'ouest du siège de la SIPF*  
*Tel : (225) 20 32 28 24*  
*Cel : (225) 05 000 477*  
*E-mail : [sweepafjci@gmail.com](mailto:sweepafjci@gmail.com)*



**Société Internationale d'Appui au Développement Economique et Social**  
*Etude - Formation- Conseils en Gestion -Travaux Divers*

**SIADES**

Siège, Côte d'Ivoire, Abidjan, Port-Bouët, Vridi-cité Bâtiment du Foyer Polyvalent, RC N°CI-ABJ-2007-2111, BP 73 Abidjan cidex 5. Tel : (225) 21-27-09-96, CC N°0717028 B N° CNPS : 115 311 Fax (225) 21-27-69-46 Cél 01-17-89-15/ 58 50 17 30 E-mail [siades2006@yahoo.fr](mailto:siades2006@yahoo.fr) Bureau National Burkina F, S 19 Ouagadougou, Cél : (226) 70 15 34 82

---

**ETUDE SUR L'IMPLICATION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA  
CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA SECURITE A L'OUEST DE LA  
CÔTE D'IVOIRE**

---

**Rapport**

**Présenté par**  
Docteur AKMEL Meless Siméon  
Socio-anthropologue  
Consultant du Cabinet SIADES

Mars 2018

# SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| <i>Sigles et acronymes</i> .....  | 4  |
| <i>Résumé exécutif</i> .....  | 5  |
| <i>Introduction</i> .....   | 7  |
| <i>1. Méthodologie</i> .....  | 10 |
| <i>2. Précisions terminologiques et origine de la fracture sociale</i> .....  | 19 |
| <i>3. La perception de base des citoyens et des autorités</i> .....   | 26 |
| <i>locales sur les actions de consolidation de la paix et</i> .....   | 26 |
| <i>de la sécurité</i> .....   | 26 |
| <i>4. L'identification des difficultés pour les femmes et les jeunes à coopérer avec les autorités locales</i> .....                                  | 40 |
| <i>5. Les besoins spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces</i> .....                        | 43 |
| <i>6. Analyse de l'expression et de la participation des jeunes et des femmes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix</i> ..... | 48 |
| <i>8. Les leçons apprises</i> .....   | 58 |
| <i>Conclusion et recommandations</i> .....  | 59 |
| <i>Bibliographie</i> .....  | 62 |
| <i>ANNEXES DE L'ETUDE</i> .....   | 63 |

## Sigles et acronymes

---

|                     |  |
|---------------------|--|
| <b>AFJCI :</b>      | Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire   |
| <b>CAHD :</b>       | Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement  |
| <b>CARE:</b>        | Cooperative for Assistance and Relief Everywhere   |
| <b>CCM :</b>        | Comité Civilo-Militaire  |
| <b>ONUCI :</b>      | Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire   |
| <b>ONU FEMMES :</b> | Organisation des Nations Unies pour les femmes   |
| <b>SIADES :</b>     | Société Internationale d'Appui au Développement Economique et Social   |
| <b>SWEEP:</b>       | Supporting Women Enhanced Engagement in Peace<br>Projet d'Appui à l'Engagement Soutenu des Femmes dans la Consolidation de la Paix |
| <b>UNFPA :</b>      | United Nations Population Fund<br>Fond des Nations Unies pour la Population.   |
| <b>UNPBF:</b>       | United Nations Peace building Fund<br>Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix                                     |
| <b>RDR:</b>         | Rassemblement Des Republicains   |
| <b>PDCI:</b>        | Parti Démocratique de Côte d'Ivoire  |

## Résumé exécutif

---

De cette étude, nous pouvons retenir qu'au niveau des localités enquêtées il apparaît un problème sécuritaire, une paix précaire, donc une nécessité de consolider la paix, processus auquel les femmes et les jeunes sont plus ou moins associés. Cela apparaît à divers niveaux :

**Au niveau de la sécurité communautaire**, on note :

- La présence d'une sécurité communautaire, avec la mise en place des systèmes d'auto-défense pour maintenir la cohésion sociale;
- La faible représentativité des forces de sécurité;

**Au niveau de la consolidation de la paix**, on note :

- Une nécessité de mettre en place des activités génératrices de revenus pour la jeunesse.
- Une consolidation de la paix qui doit inclure la cohabitation permanente entre les différentes communautés.

**Au niveau de la collaboration entre les autorités administratives locales, les femmes et les jeunes**, on note :

- Une coopération moyenne des acteurs
- Un essai de responsabilisation des jeunes et des femmes dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité

**Au niveau des besoins spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces**, on note :

Une présence de facteurs endogènes (l'oisiveté et le manque d'esprit entrepreneurial) et exogènes (Les conditions sécuritaires de la région), constituant un frein à l'autonomisation des jeunes et des femmes.

**Au niveau de l'analyse de l'expression et de la participation des jeunes et des femmes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix**, on note :

- Un niveau de participation relativement élevé, en ce qui concerne la consolidation de la paix (59,5%) et un niveau de participation à la sécurité élevé (74,5%);

- Une participation des femmes à la consolidation de la paix par le biais des associations ;
- Une participation des jeunes à la consolidation de la sécurité à travers les groupes d'auto-défense.

## **Recommandations**

### **➤ Pour le gouvernement et les collectivités locales**

- Renouveler le contrat social entre l'État et la population, en renforçant sa présence et en développant son aptitude à fournir les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé, les routes, l'eau, l'assainissement et surtout la sécurité ;
- Créer des fonds d'octroi de crédits qui permettront aux populations de créer des activités génératrices de revenus ;
- Régler l'épineux problème du conflit foncier en associant toutes les parties prenantes afin d'arriver à des solutions consensuelles;
- Favoriser l'installation d'usines de transformation des matières premières afin de créer des emplois au profit des populations;
- Renforcer la sécurité des populations en déployant plus de forces de l'ordre avec les moyens d'interventions ;
- Mettre en place des mesures et des dispositions pour lutter et punir les auteurs de rackets.

### **➤ Pour les ONG et les organismes œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix**

- Organiser des séances de sensibilisation sur la consolidation de la paix ;
- Organiser des activités socioculturelles et sportives afin de créer le contact et la collaboration entre les différentes communautés ;
- Créer et/ou redynamiser les comités locaux de cohésion sociale, les encadrer et les suivre régulièrement afin de pérenniser les initiatives ;
- Former les jeunes et les femmes à l'entrepreneuriat, afin de les amener à être autonomes ;
- Créer un cadre de concertation et d'échange entre les autorités administratives, locales, les jeunes et les femmes.

# Introduction

---

## 1. Contexte de l'étude

Les crises successives qu'a vécues la Côte d'Ivoire ont impacté négativement la paix et la sécurité de ses populations. L'Etat de Côte d'Ivoire, à la sortie des dernières violences post électorales de 2011, a montré sa détermination à assurer aux citoyens un climat paisible marqué par un appui constant des partenaires internationaux dans la consolidation de la paix et de la sécurité. L'élection présidentielle de 2015 s'est déroulée sans heurts, donnant ainsi de l'espoir et de l'élan aux efforts de consolidation de la paix et de la sécurité en cours.

Cependant, l'analyse des conflits en Côte d'Ivoire mentionne souvent les efforts de consolidation de la paix et de la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire comme un défi important à relever. En effet, en Côte d'Ivoire, les crises sont essentiellement dues à des questions de foncier rural, à l'instrumentalisation et la politisation de l'ethnicité, aux divergences d'appréciation des résultats des élections locales qui favorisent très souvent la contestation des résultats à l'issue des scrutins. Cette situation a fortement contribué à détériorer le tissu social au niveau des communautés.

De plus, les zones frontalières avec le Liberia, pays durement affecté par des guerres notamment les départements de Bolequin, Guiglo, Tai, Toulepleu et Tabou, sont géographiquement éloignées du gouvernement central et du commandement de l'appareil sécuritaire de l'Etat à Abidjan, fournissant ainsi un terrain propice à l'insécurité.

En effet, à la faveur de la crise de 2011, les violences se sont aggravées dans ces zones frontalières avec les incursions des groupes armés pour des opérations militaires, ce qui a poussé des milliers de citoyens à quitter leurs terres et foyers. Pire, les femmes et les filles restent vulnérables aux violences basées sur le genre lors de ces situations de violences et d'insécurité transfrontalières. Par conséquent, le fossé de la méfiance s'est élargi entre les populations elles-mêmes et entre elles et les représentants des forces de sécurité y compris les autorités locales. Ainsi, la stabilité et la coexistence pacifique sont mis à mal dans les communautés des deux côtés de la frontière.

Au regard de cette situation, le gouvernement de Côte d'Ivoire a investi beaucoup d'efforts pour le rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans les départements sus-cités, notamment, en améliorant la sécurité et en renforçant l'administration locale. L'appui de plusieurs partenaires au développement dont le PNUD, l'ONUCI et l'ONU FEMMES, UNFPA, a permis l'exécution de plusieurs projets sur la consolidation de la paix par la promotion et la participation des femmes, et des jeunes dans la gestion pacifique des conflits locaux, en facilitant la participation active des organisations de femmes et de jeunes au sein des comités locaux de sécurité dans l'optique de créer le concept « ETAT-CITOYEN ».

Les bénéficiaires notamment CARE Internationale en Côte d'Ivoire et ses partenaires l'AFJCI et CAHD pilotent ce projet avec pour mission principale, le renforcement de la participation des citoyens dans la consolidation de la paix et de la sécurité à travers un engagement soutenu des femmes et des jeunes dans le suivi et le rapportage des problèmes de sécurité, de coexistence pacifique afin d'aboutir au rétablissement de la confiance entre les citoyens et les autorités à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

Le Projet SWEEP est conçu pour capitaliser sur les interventions récentes soutenues par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, les partenaires au développement et l'Etat de Côte d'Ivoire dans les départements bénéficiaires. Il vise à assurer le renforcement des dispositifs locaux mis en place à travers les structures communautaires dans le cadre de ces interventions. Comment s'assurer de l'engagement des femmes dans la consolidation de la paix et la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire?

La mission principale de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI) étant d'amener les jeunes et les femmes à s'impliquer davantage dans ce processus qui vise à promouvoir un climat de paix dans un environnement de sécurité, il apparaît donc nécessaire d'élaborer des pistes de réflexions susceptibles de répondre à cette question.

C'est dans ce contexte que les commanditaires ont pris l'initiative de conduire cette étude en vue de faire un plaidoyer pour répondre à toutes ces préoccupations. Cela pourra contribuer à la consolidation de la paix à l'Ouest d'une manière générale et par ricochet, lutter contre les discriminations, les inégalités sociales et l'insécurité.

Sur la base des recommandations de cette étude, une campagne de sensibilisation d'envergure sera mise en œuvre pour promouvoir l'implication de la femme et du jeune dans la consolidation de la paix et l'amélioration des conditions sécuritaires. Et ce, à l'effet de motiver les décideurs politiques, les organismes et tous les acteurs à prendre conscience du rôle fondamental que peuvent jouer les femmes et les jeunes dans cette dynamique de pacification et de sécurisation de la Côte d'Ivoire en générale et de l'Ouest en particulier.

## **2. Objectifs de l'étude**

De façon générale, la recherche a pour objectif de réaliser une étude situationnelle, afin d'apprécier à travers une analyse objective, les effets, les actions et les besoins à satisfaire en matière de consolidation de la Paix dans les cinq 05 départements à savoir Bloléquin, Guiglo, Tai, Toulépleu et Tabou.

Partant sur la base des données collectées, ce rapport s'articulera autour des points suivants :

**-Perception de base des citoyens et des autorités locales sur les notions de consolidation de la paix et de la sécurité ;**

**-Identification des difficultés pour les femmes et les jeunes à coopérer avec les autorités locales ;**

**-Besoins spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces ;**

**-Analyse de l'expression et de la participation des jeunes et des femmes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix ;**

**-Perception de la redevabilité Etat-citoyen ;**

**-Leçons apprises.**

# 1. Méthodologie

---

## 1.1. Type d'étude

Cette étude repose sur une étude mixte, il s'agit d'une approche qualitative et quantitative. Elle concerne les autorités administratives, les leaders communautaires, les leaders d'association de femmes et de jeunes ainsi que les populations de base.

Les données ont été collectées dans un premier temps grâce à des entretiens semi-structurés individuels et collectifs. Ces entretiens ont été réalisés à l'aide de guides basés sur des questions ouvertes. Ces techniques accordent une certaine autonomie à l'enquêté en lui permettant de se prononcer quasi librement sur un sujet donné. En effet, les exigences de l'aspect quantitatif, les données quantitatives ont quant à elles été relevées par le biais d'un questionnaire qui a permis de quantifier le niveau de participation des femmes et des jeunes au processus de consolidation de la paix.

Par ailleurs, l'utilisation des guides d'entretien a eu pour avantage de donner la possibilité aux enquêtés, de livrer sans contrainte leurs opinions sur les problèmes liés à la consolidation de la paix et de la sécurité.

## 1.2. Echantillonnage

### 1.2.1. Zone d'étude et population-cible

La collecte des données sur le terrain s'est faite à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, précisément dans la zone frontalière du Libéria. Elle a été menée dans les cinq départements ciblés par le projet SWEEP (**TABOU, GUIGLO, BLOLEQUIN, TOULEPLEU et TAÏ**) à raison de 10 villages par localité.

Au total, **50 villages** ont été visités par les enquêteurs et pour souci de triangulation, en vue de mieux identifier les problèmes à résoudre, l'enquête a visé les autorités administratives, les leaders communautaires et religieux, les leaders d'association de femmes et des jeunes et enfin les populations de base.

### 1.2.2. Taille de l'échantillon

L'étude a été menée sur la base de données fournies par les partenaires du projet.

#### ➤ **Calculons l'Echantillon (n)**

Nous utilisons 11004 comme base de sondage, base de données du projet.

**N = 1/7 N avec N base de sondage**

**n=1/7 X 11004**

**=1.572 Enquêtés**

Pour les besoins de l'étude, nous avons travaillé sur un échantillon de 1572 enquêtés. Avec cet échantillon nous estimons la marge de manœuvre (Marge d'erreur) à :

➤ **Calculons la marge d'erreur (e)**

$$e = t \times \sqrt{\frac{pq}{n}}$$
 avec p=50% et q=50% soit p+q=100% et un seuil de confiance de 90%, t=1,65

$$\begin{aligned} e &= 1,65 \times \sqrt{\frac{0,5 \times 0,5}{1572}} \\ &= 0,0208 \\ e &= 2,08 \% \end{aligned}$$

➤ **Intervalle de Confiance (IC)**

$$\begin{aligned} \text{IC} &= [p-e; p+e] \\ &= [50\% - 2,08\%; 50\% + 2,08\%] \\ &= [48\%; 52\%] \end{aligned}$$

Il y a 90% de chance qu'entre 48% et 52% de la population interrogée adhère au projet d'engagement soutenu des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix.

**Estimons ces pourcentages sur l'échantillon constitué :**

$$\text{IC} = [1572 \times 48\%; 1572 \times 52\%]$$

$$\text{IC} = [758; 817]$$

Ainsi, il y a 90% de chance qu'entre 758 et 817 personnes de l'échantillon adhèrent au projet d'engagement soutenu des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix.

### **1.2.3. Choix des enquêtés**

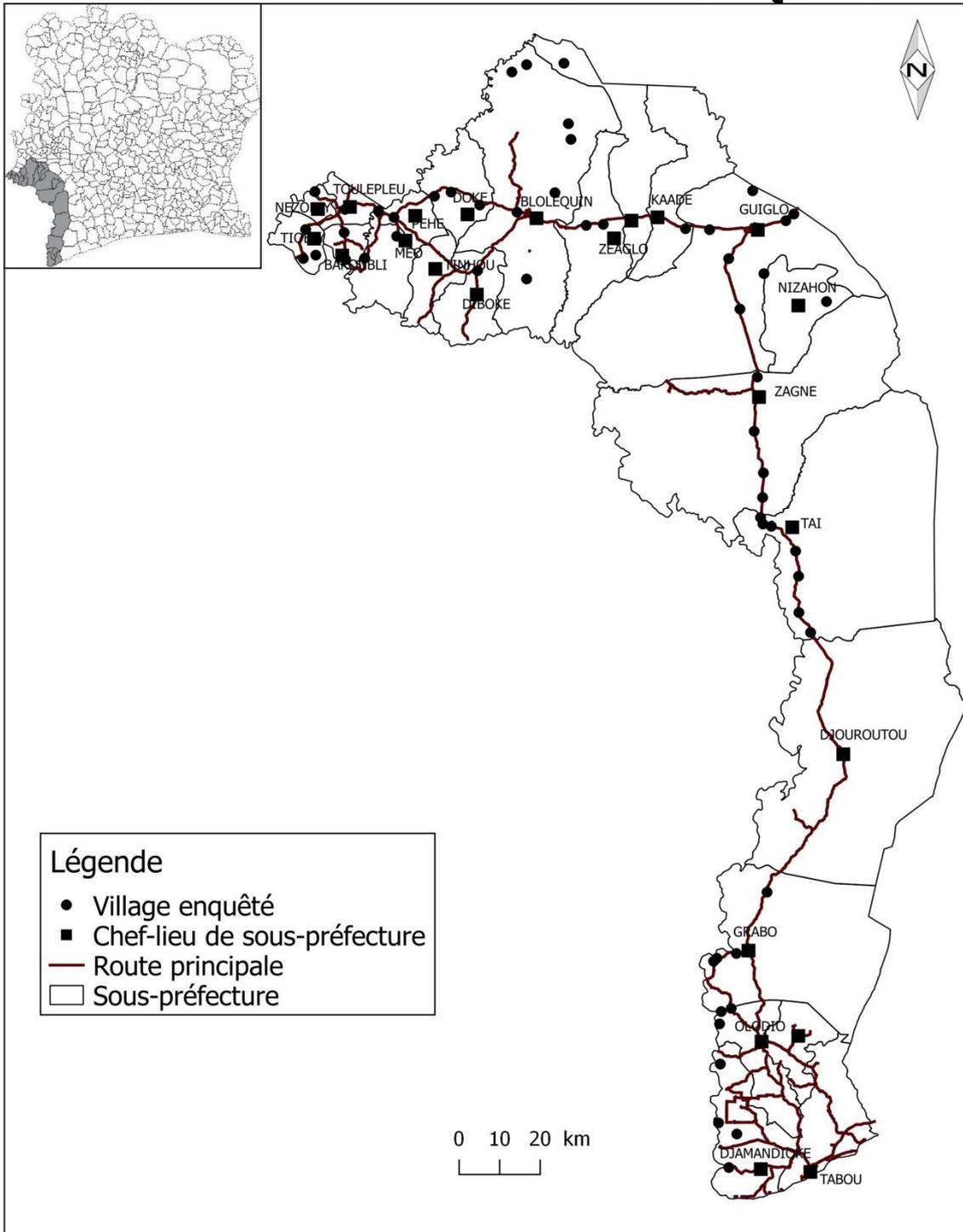
Le choix des répondants est fonction des types d'acteurs. Concernant les associations des femmes et des jeunes, l'enquêté est le leader d'association dont l'implication dans la vie associative de sa structure lui donne une certaine maîtrise des questions traitées. Quant aux autorités administratives et leaders communautaires, leur choix n'est pas soumis à un critère particulier, puisqu'ils sont connus d'avance. Concernant les populations de base, les groupes à enquêter ont été constitués sur place avec l'aide des autorités et leaders communautaires.

#### **1.2.4. Choix des localités enquêtées**

Le choix des localités enquêtées s'est opéré en tenant compte de la cartographie de la zone qui a été mise à disposition par l'AFJCI. En effet, le commanditaire à travers les termes de références, a donné des instructions qui précisent qu'il faut mener l'étude dans cinq (05) départements notamment TABOU, GUIGLO, BLOLEQUIN, TOULEPLEU et TAÏ. Mais, nous avons également pris en compte des associations non répertoriées par la cartographie, vue qu'elles jouent un rôle important dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité. Dans chaque département, en plus de la ville, dix villages ont été enquêtés.

Les localités enquêtées peuvent être identifiées sur la carte suivante :

# CARTE DE LOCALISATION DES LOCALITES ENQUETES



### **1.3. Phases de l'étude**

Le travail s'organise autour de quatre (04) principales phases : (i) la phase préparatoire de la collecte des données, (ii) la mise en œuvre des opérations de collecte, (iii) le traitement, l'analyse des données et (iv) la rédaction du rapport d'étude.

#### **1.3.1. Phase préparatoire de la collecte des données**

##### **o Réunion de cadrage**

Le démarrage effectif du projet d'étude a été précédé d'une réunion de cadrage entre le commanditaire, l'AFJCI et le cabinet SIADES. Cette rencontre a eu pour objet de clarifier les points importants du projet et de définir une ligne commune de travail. Elle a donc permis aux deux parties de s'accorder sur les modalités pratiques de la mise en œuvre de l'étude.

##### **o Revue de la documentation**

La recherche documentaire, basée également sur la littérature du projet fournie par le commanditaire, a permis au cabinet SIADES de comprendre la philosophie et l'environnement du projet. Elle a porté sur la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire, de façon générale et à l'Ouest, de façon particulière. La littérature existante ainsi que les rapports d'étude ou d'activité relatifs à la zone d'intervention du projet ont constitué des sources d'informations essentielles.

##### **o Elaboration du guide d'entretien**

Sur la base de l'échantillon des enquêtés retenus et des axes pertinents de l'étude, l'équipe de consultance du cabinet SIADES a procédé à l'élaboration d'une matrice de collecte de données dont la validation a impliqué les différentes parties prenantes au projet. Les données ont reposé sur des questions claires et compréhensibles aussi bien par les enquêteurs que par les enquêtés.

##### **o Recrutement et formation des enquêteurs**

Afin d'assurer la collecte des données de terrain, le recrutement des enquêteurs s'est fait prioritairement parmi les personnes qui ont de l'expérience dans les enquêtes et la collecte des données dans le domaine administratif et rural. Ils ont eu pour rôle d'administrer des entretiens suivant le guide, dans le strict respect des consignes qu'ils ont reçu par l'équipe de mission au cours de leur formation. Le rôle d'enquêteur exige de l'individu concerné des qualités oratoires et une facilité de communication dans la

langue de la communauté à enquêter. C'est pourquoi le recrutement des enquêteurs s'est fait par le prestataire sur des bases objectives. Il a pris en compte le niveau d'instruction, la personnalité de chaque individu et son score à un test organisé au terme de leur formation. À cet effet, dix (10) enquêteurs ont été recrutés. Ils ont un niveau minimum de BAC+3 en sociologie rurale ou en anthropologie. Une phase pilote a été organisée le dernier jour de la formation dans le but de tester les enquêteurs formés avant de les envoyer sur le terrain. Ils ont eu chacun cinq (05) jours de travail en raison d'une moyenne de huit (8) heures par jour. Ils étaient chargés de faire les entretiens semi-directs avec les personnes à enquêter. Cette activité de recrutement et de formation a pris quatre (4) jours.

Pour l'ensemble de l'enquête, les agents de terrains ont été répartis comme suit :

**TABLEAU 1 : REPARTITION DES ENQUETEURS**

| N°            | Départements | Villages   | Nombre d'enquêteurs |
|---------------|--------------|--|---------------------|
| 1             | TABOU        | Yéouli, Prollo, Nero Village, Toupa, Taté I & II, Iratoké, Fêtê, Sôtô, Sioulo, Gnato.                  | 2                   |
| 2             | GUIGLO       | Zouan, Ditroudrabéoué, Béoua, Bédy-goazon, Glapleu, Béhablo, Goya, Sregohibly, Kaadé, Sokoura.         | 2                   |
| 3             | BLOLEQUIN    | Chantier colonel, Diboké, Petit-Bouaké, Goya, Doké, Bledi-Dieya, Guibobly, Beoue, CIB, Zéaglo          | 2                   |
| 4             | TOULEPLEU    | Toulepleu-village, Toyébli, Sahibly, Péhé, Bakoubli, Kouyabli, Tiobli, Péhé Kan-Houébli, Méo, Bohobly. | 2                   |
| 5             | TAÏ          | Djidoubaye, Kéibly, Gahably, Daobly, Diero-Oula, Tiélé-Oula, Sakré, Ziriglo, Paulé-Oula, Ponan.        | 2                   |
| <b>TOTAUX</b> | <b>5</b>     | <b>50</b>  | <b>10</b>           |

*Source : Notre enquête, Février 2018*

### **1.3.2. Phase de mise en œuvre des opérations de collecte de données**

#### **o Rôle des acteurs de l'enquête**

Pour l'enquête de terrain, les enquêteurs ont été répartis sur les différents sites de l'étude sous la supervision du chef de mission. Le consultant du Cabinet SIADES a assuré le coaching des enquêteurs pendant la collecte des données.

#### **o Sensibilisation des communautés cibles**

La réussite de l'étude repose sur la disponibilité des communautés cibles. Un point d'honneur a donc été mis sur la sensibilisation. Il n'y a pas de schéma prédéfini garantissant la disponibilité des enquêtés, mais la principale démarche adoptée a été d'adresser des courriers d'information détaillant les objectifs et le programme de l'enquête aux autorités locales (Préfets, Sous-préfets, Maires, Représentants des communautés villageoises et responsables des quartiers cibles) pour obtenir leur adhésion et la participation effective des communautés et des autorités à l'enquête.

#### **o Débriefings journaliers**

Durant l'opération de collecte des données, des débriefings journaliers avec les enquêteurs ont été organisés par le consultant. Ces débriefings leur ont permis non seulement de s'assurer du bon déroulement des enquêtes, mais aussi d'identifier les éventuelles difficultés rencontrées par les enquêteurs, afin de trouver les solutions appropriées. Des rapports de données et des synthèses ont été rédigés par les enquêteurs et présentés au chef de mission, un jour après la phase de collecte des données.

### **1.3.3. Phase de traitement, d'analyse des données et de rédaction du rapport**

#### **o Centralisation des données et archivage des supports physiques**

A la fin de l'opération de collecte, toutes les données ont été minutieusement gérées par le chef de mission et son équipe. Ils ont procédé à leur vérification et à leur correction avant de les transmettre aux opérateurs de saisie.

#### **o Apurement des données**

Après la saisie des données, un traitement primaire a été réalisé par le consultant principal. Il a consisté à passer en revue tous les champs de données et à vérifier l'exactitude et la vraisemblance des informations recueillies. Les données ont été

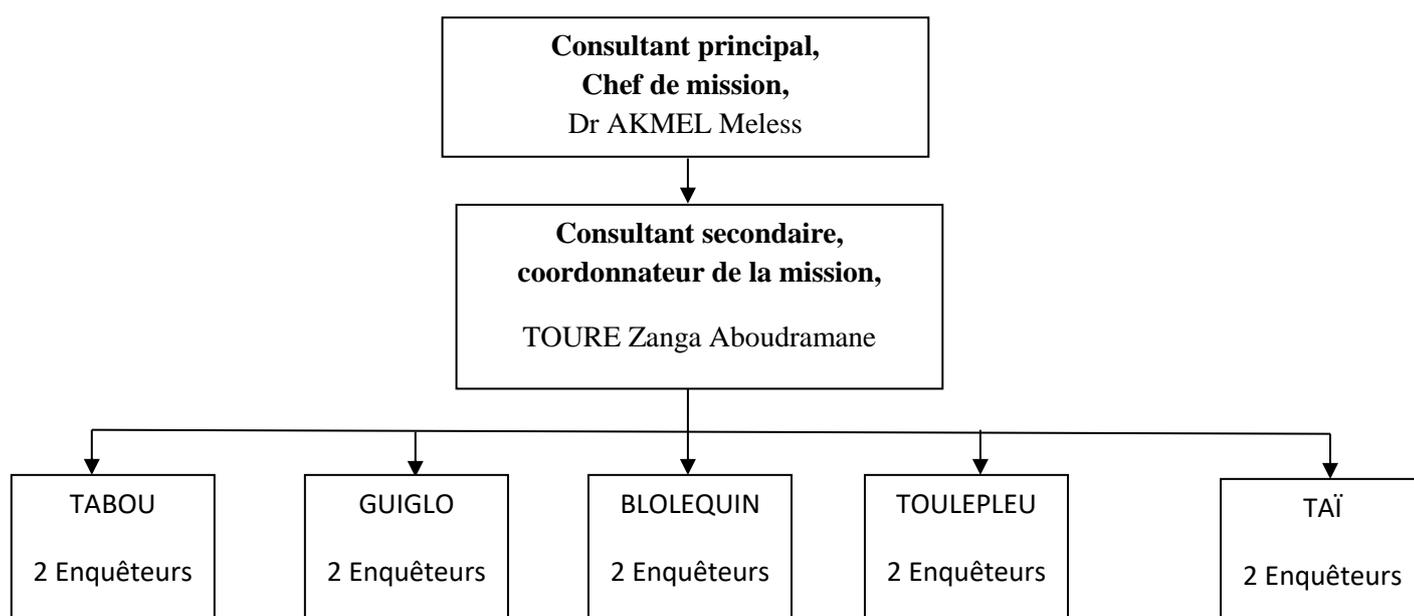
analysées à l'aide de la méthode d'analyse de contenu pour l'aspect qualitatif et du logiciel sphinx pour la dimension quantitative.

### o Rédaction du rapport d'étude

L'analyse des données a suivi la phase de traitement des données. Elle a été réalisée selon le format et le plan de rédaction en neuf (9) jours par le consultant. Un pré-rapport a été produit et soumis à l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire qui, en accord avec le consultant principal, arrêtera une date pour la restitution des résultats de l'étude. L'atelier de restitution permettra de recueillir les critiques et suggestions des parties prenantes au programme ; ce qui aidera le consultant à produire le rapport définitif.

#### 1.4. Composition de l'équipe et responsabilité des membres

L'équipe prestataire est composée d'un consultant principal (Enseignant d'Université), appuyé par un (1) consultant secondaire et dix (10) enquêteurs.



##### 1.4.1. Le consultant principal

Le consultant principal est socio-anthropologue et Enseignant-Chercheur à l'Université Alassane OUATTARA à Bouaké. Il justifie de plusieurs années d'expérience de recherche. Il a assuré le rôle de coordonnateur de l'ensemble du processus d'étude, mais aussi celui de contrôleur et de garant de la qualité des résultats de l'étude.

#### **1.4.2. Le consultant secondaire**

C'est une personne sollicitée dont les caractéristiques fondamentales sont la parfaite connaissance de la spécialité et une grande expérience. Il (le consultant secondaire) est intervenu à tous les niveaux de l'exécution des travaux depuis la recherche documentaire, la conception des guides d'entretien jusqu'à l'analyse des données. De façon spécifique, il s'est occupé de la finalisation de la synthèse de la recherche documentaire, des guides d'entretien et de la formation des agents de collecte. Il a également assuré le suivi des agents sur le terrain et rendu compte au chef du projet.

#### **1.4.3. Les enquêteurs**

Les enquêteurs ont eu pour mission essentielle de collecter les données au moyen des supports techniques conçus à cet effet.

#### **1.4.4. Les opérateurs de saisie**

Ils étaient chargés de retranscrire les données collectées devant servir à la rédaction du rapport.

## 2. Précisions terminologiques et origine de la fracture sociale

---

Cette étude, portant sur la problématique de l'engagement des femmes et des jeunes, rappelle une perturbation du tissu social. Il serait donc imprudent de ne pas ouvrir une lucarne qui expose et élucide les causes de la fragilisation de la paix et de la sécurité communautaire dans les localités enquêtées. Mais avant, nous donnerons des précisions sur certains concepts qui seront d'une utilité capitale dans la compréhension du rapport.

### 2.1. Précisions terminologiques

Avant d'aborder en détail ces points, il convient d'apporter quelques précisions sur les notions de Femme, de Jeune, de paix, de Consolidation de la paix, et de la sécurité.

#### 2.1.1. La Femme

Selon le dictionnaire Robert (2010), Femme désigne l'être humain de sexe féminin; le terme s'emploie généralement quand il s'agit d'une adulte. Dans plusieurs sociétés, la femme constitue le pilier de la famille et par ricochet celui de la communauté.

Dans le cadre de notre étude la femme ramène à une personne de sexe féminin, mariée ou pas, jeune ou adulte, qui est dans la vie active ou pas, mais qui joue ou qui est susceptible de jouer un rôle important dans la consolidation de la paix.

#### 2.1.2. Le Jeune

Il n'existe pas de définition officielle de l'âge de la jeunesse. La plupart des travaux scientifiques considèrent comme "jeunes" les personnes âgées de 15 à 24 ans<sup>1</sup> sans aucune considération basée sur le genre.

Dans le cadre de cette étude, est considéré comme jeune sans considération de sexe (Femme / Homme), une personne qui a passé l'âge de l'adolescence et qui n'est pas adulte. Ainsi dans les localités, il apparaît une polémique dans la définition du mot jeune. Du coup, seront considérés jeunes tous ceux qui sont en activité ou pas, et qui participent ou qui pourraient participer à la consolidation de la paix.

---

<sup>1</sup> Nations Unies

### 2.1.3. La paix

Sociologiquement, la paix désigne l'entente amicale de tous les individus qui composent une société. Elle n'implique pas l'absence de conflit, mais une résolution systématiquement calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté, principalement par le dialogue. En ce sens, la paix entre les nations est l'objectif de nombreux hommes et organisations comme L'ONU dont la mission principale était le maintien de la paix à la création de l'institution pour en arriver aujourd'hui à la consolidation de la paix.

Psychologiquement, la paix désigne l'état d'un esprit placide et serein et plus généralement des sentiments enthousiastes, et positifs. Elle est donc souhaitée pour soi-même et éventuellement pour les autres, au point de devenir une salutation (*Pax vobis* en latin, *la paix soit sur toi, salaam* en arabe, *shalom* en hébreu).

Dans le cadre cette étude, il faut noter que la paix ramène à la cohésion sociale, vu les tensions qui ont eu lieu dans cette zone. Pour parler de paix, nous parlerons donc de coexistence pacifique entre les différentes communautés en présence.

### 2.1.4. La consolidation de la paix

Il existe de nombreuses définitions possibles de la consolidation de la paix et les opinions varient sur ce que cela recouvre. Ce concept est devenu familier au sein des Nations Unies à la suite de la publication du rapport du Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali en 1992, intitulé *An Agenda for Peace* (« Agenda pour la paix »), qui définissait la consolidation de la paix comme une action visant à solidifier la paix et à éviter la reprise du conflit.

Dans la plupart des situations post-confliktuelles, de nombreux acteurs internationaux contribuent à la consolidation de la paix. Les agences humanitaires chargées du développement sont parfois présentes dans le pays avant, pendant et après le conflit. Ces acteurs, qui sont déjà sur le terrain quand le conflit prend fin, sont en mesure de jeter les fondations essentielles du processus de consolidation de la paix.

Dans le cadre de cette étude, la consolidation de la paix ramène à un environnement social paisible, qui permet aux différentes populations et communautés de supplanter leurs différences et leurs différends afin d'arriver à une cohabitation harmonieuse.

---

<sup>2</sup> Boutros Boutros-Ghali en 1992, ancien secrétaire General des Nations Unies

### 2.1.5. La sécurité

La sécurité est l'absence de danger, c'est-à-dire une situation dans laquelle quelqu'un (ou quelque chose) n'est pas exposé à des événements critiques ou à des risques (défaillance, accident, détérioration, agression physique, vol...). L'atteinte d'un niveau de sécurité optimal nécessite que les individus, communautés, gouvernements et autres intervenants, créent et maintiennent les conditions suivantes, et cela, quel que soit le milieu de vie considéré :

- Un climat de cohésion et de paix sociale ainsi que d'équité protégeant les droits et libertés, tant au niveau familial, local, national qu'international;
- La prévention et le contrôle des blessures et autres conséquences ou dommages causés par des accidents;
- Le respect des valeurs et de l'intégrité physique, matérielle ou psychologique des personnes;
- L'accès à des moyens efficaces de prévention, de contrôle et de réhabilitation pour assurer la présence des trois premières conditions.

Ces conditions peuvent être garanties par des actions sur l'environnement (physique, social, technologique, politique et économique, organisationnel, etc.) et sur les comportements<sup>3</sup>.

Dans le cadre de notre travail, la notion de sécurité n'est pas distante des approches précédentes. L'Ouest ayant connu de véritables périodes de turbulence sécuritaire, parler donc de sécurité c'est planter le décor d'un environnement dépourvu de toute forme d'agression et de violence, qui mettrait en péril la libre circulation des personnes et des biens.

### 2.2. L'origine de la fracture sociale

Les raisons évoquées par nos enquêtés pour expliquer l'origine de la fracture sociale à l'Ouest de la Côte d'Ivoire sont diverses et peuvent être semblables à ceux de nombreux pays africains. La fracture sociale prend sa source dans la migration interterritoriale

---

<sup>3</sup> OMS Centre collaborateur OMS du Québec pour la promotion de la sécurité et la prévention des traumatismes, *WHO Collaborating Centre on Community Safety Promotion, Karolinska Institute, Organisation mondiale de la Santé, [Sécurité et promotion de la sécurité : aspects conceptuels et opérationnels](#)*, Québec, septembre 1998.

(populations provenant des pays voisins) et la migration interne de la Côte d'Ivoire à la recherche de terres cultivables. Nous exposons ce chapitre à trois niveaux pour une meilleure compréhension.

### 2.2.1. Le problème foncier, la pierre angulaire des conflits

La croissance économique de la Côte d'Ivoire dès la première décennie de l'indépendance a accéléré le développement exponentiel des villes du pays, notamment Abidjan. Ainsi, avec la création des centres industriels à Abidjan, des jeunes issus des différents villages du pays migrent dans la capitale administrative à la recherche d'une vie meilleure. Il en est de même pour ceux des localités de l'Ouest qui ont abandonné les forêts humides au bénéfice des migrants pour s'installer à Abidjan. Avec la croissance du taux du chômage dû à la fluctuation des cours mondiaux et de la chute des prix du binôme café-cacao, les jeunes se sentent obligés de retourner sur leur terre natale. De retour au village, ces jeunes n'arrivent pas à obtenir des lopins de terre pour cultiver. Ils constatent la rareté des terres cultivables. Ces terres sont occupées et mises en valeur par les allogènes et les allochtones, attribuées gracieusement ou "**vendues**" par leurs parents. Écoutons cet enquêté.

*« On n'a plus de terre, on a tout vendu, il ne nous reste plus rien. Nos devanciers ont tout vendu. » (Responsable d'association à Béoua, Guiglo)*

La jeunesse, n'ayant aucune alternative car ils constatent encore une mainmise des migrants sur le commerce et les autres emplois du secteur informel, rentrent en conflit avec les allogènes et les allochtones. Ils adoptent des actes conflictuels dont la récolte des produits des arbres fruitiers issus des plantations des migrants. Ce type d'acte fait partie intégrante des éléments déterminants qui contribue à la détérioration de la cohésion sociale occasionnant ainsi la fracture sociale. Cet allogène explique :

*« Quand ils prennent les provisions dans nos champs on ne doit pas parler, et quand tu t'opposes tu deviens leur ennemi, on ne peut pas toujours accepter ça, je suis désolé » (Allogène, Guiglo).*

Les principaux facteurs liés aux litiges fonciers opposant les autochtones (Guéré, Oubi et Kroumen), aux allogènes (Burkinabés, Maliens, Guinéens, Béninois) ou allochtones (Sénoufos, Lobis, Malinké, Baoulé) sont multiples et constituent la base de la fracture sociale à l'Ouest.

Les jeunes autochtones remettent en cause les contrats de transactions ou conventions signés par leurs parents et les migrants. Cette remise en cause prend sa source au

travers de la pression foncière ou la rareté des terres cultivables et aussi de la présence de rupture des relations ou « contrats » moraux qui ont permis aux migrants d'accéder à la terre. Un responsable des jeunes essaie de donner des détails.

*« Au lendemain de l'indépendance de 1960 lorsque nos gouvernants ont encouragé la venue des Burkinabés et nos frères du Centre de la Côte d'Ivoire, du Nord dans nos forêts, nous n'avons pas entendu parler de conflits fonciers parce que la forêt y était abondante et nous n'étions pas beaucoup. Mais, avec les crises économiques et sociales des années 80 et 90 qui ont causé la baisse considérable des prix du café et du cacao et le retour massif de nos enfants dans les villages, nous avons commencé à connaître les premiers conflits fonciers dans nos villages. Cela, à cause de l'augmentation considérable de la population dans nos villages et la rareté de la terre cultivable » (Responsable des jeunes à Bédy-Goazon, Guiglo)*

Nous donnons maintenant la parole à un propriétaire terrien, pour voir si les arguments concordent.

*« Le Mossi à qui mon père a donné la terre depuis 1984 pour gérer et se nourrir a commencé à tourner le dos à notre famille à partir de 1998. Il n'envoie plus d'ignames, de riz et de gibiers de chasse à mon père lorsqu'il rentre du champ. Il a arrêté de nous envoyer des présents durant les cérémonies traditionnelles. Il a commencé à dire partout dans le village qu'il a acheté la terre avec mon père. Pour nous effrayer, il a fait venir deux dozos chez lui pour surveiller la plantation. Mon père l'a invité à la maison pour partager la parcelle en deux, il a refusé. Ces dozos ont interdit définitivement mon père de mettre les pieds dans la plantation en le menaçant. Mon père qui n'a pas apprécié l'attitude du Mossi a décidé d'arracher le terrain à ce dernier. Ce rachat s'est terminé par de violents affrontements entre les jeunes du village et le groupe Mossi. La plantation en question a été brûlée et le Mossi et sa famille ont été exclus du village. » (Propriétaire Wè, à Kaadé)*

Ces types de conflits rendant la cohésion sociale précaire ont été observés dans la plupart des localités enquêtées.

### **2.2.2. Les différentes crises, origine de l'insécurité**

Depuis le déclenchement du conflit politico-militaire de septembre 2002 jusqu'à la fin de la crise post-électorale de novembre 2010, la région du Moyen-Cavally a enregistré quotidiennement des faits d'insécurité avec leur lot de tueries, de destructions de biens

matériels privés et publiques<sup>4</sup>. En effet, la bataille pour le contrôle de la terre a engendré des conflits nés des mécontentements entre les communautés autochtones d'une part, les allochtones et les allogènes d'autre part.

Il suffit qu'une mécontentement survienne entre les différentes communautés pour assister à la destruction de biens publiques et privés. Ce qui creuse le climat de méfiance et d'insécurité existant. La crise foncière du Goin-Débé, de septembre à décembre 2017 a alimenté le climat déjà d'insécurité dans laquelle la zone était. Au travers de notre enquête nous avons fait le constat de la présence d'un climat de méfiance installé entre la communauté autochtone et les migrants. Les propos d'une responsable d'association à Béoua confirment ces dires.

*« Ici ils ont tiré sur notre président des jeunes en pleine journée et l'on tué, on ne sait pas c'est qui. Les Baoulés se sont retirés du village pour rester dans leur campement, cela est dangereux et ça crée une méfiance entre nous » (Responsable d'association, Béoua)*

Notre enquête à la préfecture a signifié des actes de vandalismes à la préfecture et à la Sous-préfecture de Guiglo après la mort d'un jeune du village de Béoua. Ces atteintes au droit à la propriété ont augmenté le niveau de haine et de méfiance entre les habitants de cette zone.

### **2.2.3. La politique, amplificateur de la crise**

Les crises politiques qui ont respectivement secoué la Côte d'Ivoire ont lourdement affecté le quotidien des populations dans l'Ouest du pays. La fin des affrontements militaires et l'ingénierie politique des nouvelles autorités du pays qui ont favorisé le « retour à la vie normale » auraient dû mettre fin aux dérives dans cette zone, ce qui n'a pas été le cas. Dans l'Ouest montagneux, des affrontements interpersonnels ou intercommunautaires ont été récurrents. Ils mettent aux prises des communautés ou groupes de personnes autour de la coloration politique, l'identité (problème soulevé par le concept de l'ivoirité) et le foncier.

Des violations et atteintes aux droits humains sont commises. Il ne se passe pas des mois sans que des cas de braquage, d'attaques de domicile et de vols ne soient signalés. Les scènes de pillage et d'exactions existent encore. Par exemple, dans les villes de Guiglo, Toulépleu et Bloléquin des domiciles et des greniers des populations ont été pillés et incendiés. Ces violences ont été engendrées par des divergences d'ordre

---

<sup>4</sup> Hamadou Z. 2012 : « Les origines du feu à l'Ouest », publié le 21 juin 2012 à 22 h 10 sur [WWW.linfodrome.com](http://WWW.linfodrome.com)

politique qui ont participé à plonger la zone de l'Ouest dans une instabilité chronique. Aujourd'hui les Baoulé, Malinké et autres migrants sont perçus comme « des envahisseurs » qui n'adhèrent pas à l'idéologie des autochtones. Il faut donc les déposséder de leur terre. Cette situation a créé une ligne de démarcation entre les communautés et alimente parfois des violences meurtrières.

La combinaison de tous ces éléments crée un climat de peur qui constitue un véritable obstacle au retour à la normalité escomptée. L'urgence de mettre la zone Ouest du pays sur les rails du développement s'impose. Cela passe nécessairement par un certain nombre de défis auxquels les décideurs doivent faire face.

### 3. La perception de base des citoyens et des autorités locales sur les actions de consolidation de la paix et de la sécurité

---

La région de l'Ouest composée des autochtones wè et d'autres communautés nationales et internationales, au cours des années 2002 jusqu'aujourd'hui, a connu une série de conflits dans lesquels les citoyens et les autorités locales ont été plus ou moins impliqués.

Les efforts de sensibilisation et d'éducation à la paix et la sécurité, permettant de changer les mentalités, visent avant tout les dirigeants et la population de base. A ce jour, avec les rebondissements des conflits intercommunautaires qui secouent encore cette zone, quel est le niveau de compréhension des citoyens et des autorités locales de la consolidation de la paix et de la sécurité ?

Ce chapitre sera construit autour des points suivants:

- **La perception de la consolidation de la paix**
- **La perception de la sécurité**

#### 3.1. La perception de la consolidation de la paix

Cette évaluation de la perception de la consolidation de la paix, met en lumière le niveau de compréhension et la manière dont la population appréhende les actions de consolidation de la paix. Pour nos enquêtés, nous remarquons multiples appréhensions de la consolidation de la paix.

##### 3.1.1. Consolidation de la paix comme la cohabitation permanente.

Les communautés qui ont tant souffert des crises dans la région ont plusieurs fois été sensibilisées sur la cohésion sociale et la paix. La majorité associe consolidation de la paix à cohésion sociale. « *Pour moi cohésion sociale égale à consolidation de la paix* », affirme un leader communautaire autochtone à Zouan. Ici, le constat est que l'idée de paix est bien connue des populations. Le vivre ensemble, le partage mutuel ressort de nos entretiens comme une action de consolidation de la paix. Nous prenons en appui les propos de ces enquêtés.

### **« La paix c'est la fraternité »**

*« C'est l'entente, faire des choses pour que la paix dure » (Chef autochtone, Bloléquin)*

*« La consolidation de la paix, c'est se mettre ensemble, c'est de faire les activités du village ensemble pour que le village avance. » (Responsable de jeunesse Blolequin)*

*« Quand on parle de la paix, c'est l'harmonie, l'amour, la fraternité, c'est-à-dire entre nous les frères et sœurs, on doit se fréquenter, on doit arriver à échanger librement. Donc si y a l'entente entre nous vraiment nous sommes en paix et la paix aussi c'est si nous notre sécurité est garantie nous sommes aussi en paix. Donc c'est les deux cas, là si c'est bien réglé vraiment ça peut aller, le reste là on peut arranger un peu un peu. » (Responsable association de jeunes de Toulepleu)*

La consolidation de la paix apparait pour certains comme l'entente entre les communautés qui se caractérise par des réunions autour de la paix. La consolidation de la paix est fondée sur un engagement mutuel et sincère entre les populations.

A Taï, par exemple, et pratiquement dans toutes les localités, il y a des actions qui sont menées en faveur du maintien de paix. Ces actions sont entre autre la mise en place des groupements de femmes et de jeunes qui organisent des activités de sensibilisation de la paix. Nous pouvons parler d'organisation de tournoi. Sachant que le sport est un moyen de renforcement des liens sociaux, ces tournois permettent d'améliorer les rapports et de consolider la paix.

### ***Image des membres de l'association femme dynamique de Kaadé (Guiglo)***



***Enquête de terrain, Février 2018***

### 3.1.2. Activités génératrices de revenus pour la jeunesse comme moyen ou outil pour la consolidation de la paix

De notre enquête, il ressort que la paix est synonyme de mise en place des activités pour non seulement occuper la jeunesse, mais aussi la rendre autonome. La plupart des enquêtés et des associations de femmes et de jeunes donnent un sens commun à ce concept.

#### « Pauvreté, cause des problèmes de paix »

*« Pour qu'il y ait réellement consolidation la paix, il faudrait qu'on occupe et trouve du travail pour nos jeunes. Aussi, c'est la pauvreté qui est la véritable source de manque de paix solide. Qu'on crée des activités et soutienne les projets des femmes et surtout des jeunes ainsi ils ne voudront plus récupérer la terre de leurs ancêtres et ils seront plus occupés à travailler et la paix sera toujours et toujours là. Plus important, on demande à chaque leader de communauté, particulièrement des allogènes et allochtones, de visiter et de sensibiliser leurs frères dans les villages et campements reculés pour qu'il y ait effectivement la cohésion sociale, la paix et la sécurité. » (Adjoint au chef autochtone de Ditroudra béoué).*

*« Qu'on nous aide à être indépendant, moi je suis de la région, si l'Etat nous aide à travers nos associations en finançant nos projets, en nous aidant à mettre nos bas-fonds en valeur, en créant des usines, je pense que la consolidation de la paix sera là. Les jeunes ne vont plus se mêler des problèmes de terre qui fracture la paix, on a vendu tous nos terres, on a plus rien, donc si l'Etat ou les ONG font ça, je pense qu'ils nous aident à consolider la paix, on a trop souffert et souffre toujours » (Membre d'association femmes rurales de Kaadé).*

Plusieurs associations de femmes et de jeunes de la région de l'Ouest ont une notion de la consolidation de la paix et s'engagent activement dans les activités de consolidation de la paix pour lutter contre l'instabilité et la précarité même s'il reste encore des défis énormes à relever dans ce sens. La majorité des associations sont mixtes, composées de jeunes autochtones, allogènes et allochtones. Tout ceci pour maintenir la paix entre eux. La difficulté majeure que plusieurs enquêtés ont souligné tient pourtant au fait que les jeunes sont laissés pour compte, depuis la crise de 2002 et ils souffrent encore des actions de leurs parents qui ont octroyé les terres aux Baoulés et aux Mossis sans penser à eux. Quand un problème survient, ils veulent en profiter pour déposséder ceux-ci de leurs biens (terres et cultures) qu'ils considèrent comme leur héritage. Pour ces derniers s'ils ont leurs terres et qu'ils sont en activité, les choses iraient mieux ainsi et la paix serait une réalité, elle serait même garantie. Ce responsable politique l'a si bien signifié.

### « La paix c'est le travail »

« Si nous sommes tous des travailleurs il n'y aura pas de tensions et la paix serait présente. C'est la pauvreté et l'oisiveté qui est la base de tout ici, la consolidation de la paix est dépendante de la situation sociale de la jeunesse de la région ». ( **Leader PDCI, Guiglo** )

Parlant de la perception de base de la population sur la question de la consolidation de la paix, il ressort des enquêtes que la population a connaissance de la paix et de son utilité. Vu le caractère précaire de cette paix dans la région, la consolidation de la paix et de la sécurité incombe la participation de tous les acteurs notamment, les autorités administratives et villageoises, les partis politiques et les différentes communautés en présence.

Certains répondants assimilent la consolidation de la paix à des concepts comme la cohésion sociale, le vivre ensemble, le partage mutuel, par contre, d'autres estiment qu'il y a consolidation de la paix quand la jeunesse est autonome. Il est important de souligner que la population de base n'est pas étrangère et hostile au concept de consolidation de paix. La consolidation de la paix ramène également à la capacité des acteurs à apporter des réponses appropriées à des situations occasionnées par des conflits ou des tensions<sup>5</sup>.

### « La paix c'est le dialogue »

« Les gens pensent que lorsqu'on parle de paix, tout est rose, non ! Non ! Les problèmes ou les conflits ne peuvent pas finir par ce que ça fait partie de la vie. Mais si nous voulons consolider la paix, on doit toujours trouver le moyen de régler nos désaccords dans le calme, sans violences. C'est ça on appelle consolider la paix. Faut bien écrire ça, c'est moi qui ai dit ça » (**chef autochtone, Toulepleu**).

L'ensemble de ces propos recueillis sont importants pour une consolidation véritable de la paix, et cette paix est dépendante de la sécurité, si celle-ci est précaire ou inexistante alors la consolidation de la paix serait un idéal difficile à atteindre. Au-delà de l'analyse de contenu des propos, qu'en est-il des tendances sur les différentes perceptions de nos enquêtés ?

---

<sup>5</sup> Save the Children (November 2010) *Rewrite the Future Global Evaluation: Nepal Country Report*.

### 3.1.3. Répartition graphique des différentes perceptions

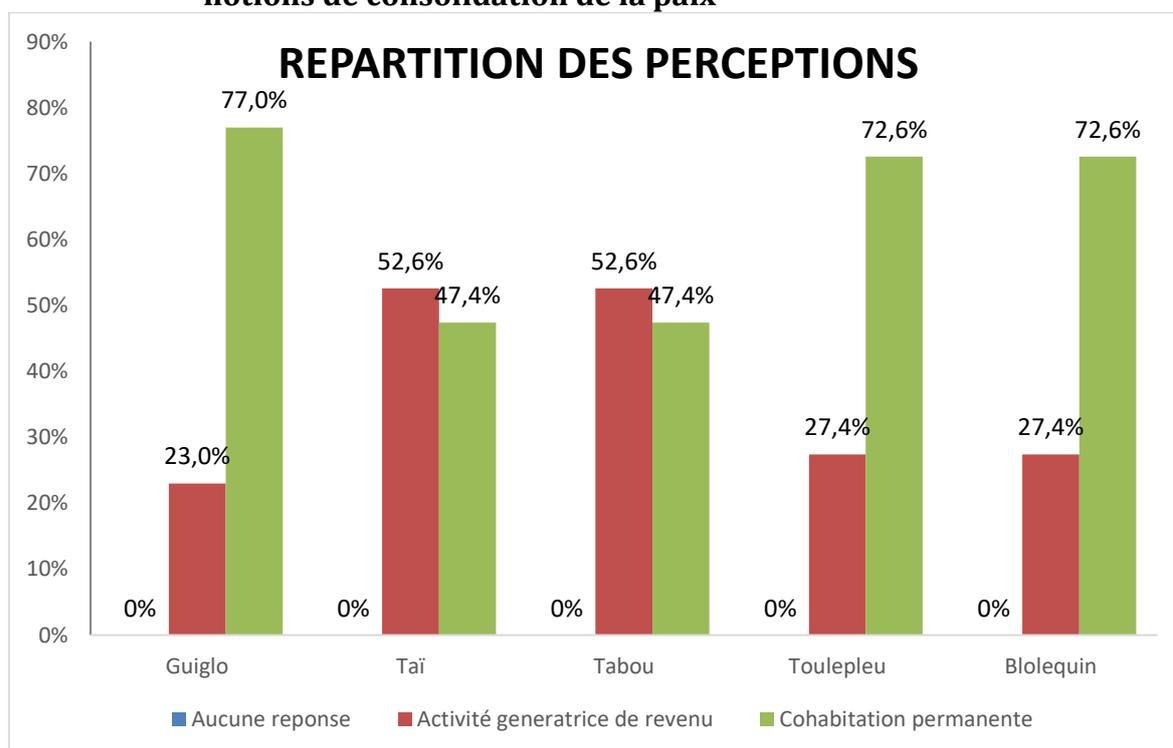
Différentes perceptions apparaissent à travers les données de terrains. D'une localité à une autre les perceptions des enquêtés varient. Ainsi des cinq départements qui ont accueilli nos enquêteurs, les statistiques varient. Nous pouvons le percevoir sur les statistiques suivantes.

**Tableau1 : Statistique des différentes perceptions**

| Dprtmts<br>Variables           | Guiglo | Taï | Tabou | Toulepleu | Blolequin | TOTAL |
|--------------------------------|--------|-----|-------|-----------|-----------|-------|
| Aucune réponse                 | 0      | 0   | 0     | 0         | 0         | 0     |
| Activité génératrice de revenu | 71     | 165 | 165   | 86        | 86        | 573   |
| Cohabitation permanente        | 243    | 149 | 149   | 228       | 228       | 997   |

*Enquête de terrain, Février 2018*

**Graphique 1 : Statistique des différentes perceptions des enquêtés sur les notions de consolidation de la paix**



*Enquête de terrain, Février 2018*

A l'analyse de ce graphique, il apparait trois items qui permettent de comprendre le niveau de perception des populations enquêtées sur les notions de consolidation de la paix. De façon générale, on note aussi bien une implication des femmes (901) qu'une implication des jeunes (604).

D'abord, il faut noter qu'avec la non représentativité de l'item **Aucune réponse**, il apparaît une connaissance des populations sur la question de la consolidation de la paix. En effet, vu le nombre important de missions humanitaires dont a bénéficié l'Ouest, les populations se sont familiarisées avec les notions de paix, de consolidation de la paix. C'est ce qui explique le fait que nous avons 0% en terme de taux à ce niveau. Nous n'avons rencontré aucune rétention d'information car toutes les personnes interrogées ont dévoilé leur perception sur la consolidation de la paix.

Ensuite, nous abordons l'item dont la perception des répondants ramène à la **cohabitation permanente**, dont le taux est le plus élevé. En effet une majeure partie de la population enquêtée estime que la consolidation de la paix ramène à la cohabitation permanente entre les habitants. Ainsi en prenant les taux des trois localités notamment Guiglo, Toulépleu et Bloléquin, nous avons respectivement 77%, 72,6% et 72,6%. Il apparaît clairement que les populations de ces trois (03) localités perçoivent la cohabitation permanente comme un moyen fondamental dans le processus de consolidation de la paix.

Enfin, la perception précédente occupe certes une grande proportion, mais il n'en demeure pas moins qu'une autre perception existe. En effet, en référence au graphique qui récapitule les cinq (05) départements, seules deux localités notamment celles de Taï et Tabou avec chacune 52,6% attribuent la création d'activités génératrices de revenus comme un autre moyen de parvenir à la consolidation de la paix.

De façon générale, nous avons 63,5% des personnes enquêtées perçoivent la cohabitation permanente comme un moyen pour parvenir à la consolidation de la paix et 36,5% qui identifient la création d'activités génératrices de revenu comme action de consolidation de la paix. Ainsi de ces perceptions nous voyons clairement ce que nos populations enquêtées pensent de la notion de la consolidation de la paix. Cependant, si nous avons la perception des populations sur la consolidation de la paix, qu'en est-il de leur perception de la sécurité?

### **3.2. La perception de la sécurité**

L'analyse des entretiens révèle des perceptions différentes de la sécurité. Les femmes et les hommes, réagissent notamment de manière différente aux questions posées.

### 3.2.1. Sécurité communautaire

Vu les tensions qui ont régné à l'Ouest de la Côte d'Ivoire depuis la crise de 2002 qu'a connu le pays, les populations semblent accorder de plus en plus d'importance à la notion de sécurité. Ainsi, tout le monde, notamment les autochtones aussi bien que les allogènes s'impliquent dans la problématique de la sécurité. D'où la notion de sécurité communautaire. Ainsi, les populations vivants dans ces localités idéalisent la sécurité et sont disposées à participer au renforcement de celle-ci.

#### « La sécurité c'est le vivre ensemble »

*« Consolider la sécurité c'est vivre ensemble entre nous sans faire palabre, si les Baoulés n'attaquent pas les Guérés et qu'on reste sans violence c'est ça qui est consolider la sécurité »*  
**(adjoint au chef autochtone de Béoua)**

Cette étude a révélé que certains appréhendent la sécurité comme la liberté, la non-violence, l'entente permanente entre eux et les autres communautés du village. On le perçoit dans les propos de ce chef autochtone.

#### « La sécurité c'est le vivre ensemble »

*« Quand le problème de Gouin-déby a commencé, le chef a fait une réunion pour dire que le problème qui arrive n'est pas notre problème et faut pas quelqu'un va attaquer l'autre, si quelqu'un fait sa on le vire du village, donc pour cela il a demandé aux jeunes de faire la garde pour dénoncer ceux qui auront des mauvaises intentions. Et on a suivi cela a pris des jeunes mal intentions qui ont été sanctionné »*  
**(Secrétaire du chef de Zouan)**

Dans les villages, nous avons des groupes d'auto-défense pour assurer la garde dans ces villages et ces groupes sont constitués essentiellement de jeunes de toutes les communautés. Ils constituent des groupes hétérogènes de sorte à créer le frottement et s'unir pour ne pas se laisser emporter par les problèmes entre eux, garantissant ainsi la sécurité de leurs villages.

La consolidation de la sécurité passe par l'implication de tous à une stratégie commune de sécurisation. Et malgré leurs divergences, les jeunes vivants dans les mêmes localités trouvent la force de s'unir pour assurer la sécurité des différentes communautés.

### 3.2.2. Sécurité étatique

La population de base consciente du problème de sécurité, affirme son attachement à une sécurité durable et demande l'implication véritable de l'Etat pour une sécurité de

longue durée. Pour nos enquêtés, consolider la sécurité demande la participation unanime de tous.

*« Y'a consolidation de sécurité quand nous-mêmes nous participons à notre sécurité »  
(Chef autochtone, Bloléquin).*

La réponse de l'autorité villageoise indique que la consolidation de la sécurité demande l'implication de tous. En outre au-delà, les populations ont un sentiment d'absence de confiance aux autorités. Les propos de cet enquêté corroborent cette idée.

*« La sécurité incombe la population et les autorités, mais on constate que ceux qui sont appelé GENS-D'ARMES<sup>1</sup> (gendarmes et policiers) n'ont pas d'armes, ils sont impuissant devant les situations. En fin d'année il y a eu un braquage la journée et en pleine ville en présence des policiers non armés, les braqueurs ont tué le monsieur qui venait de faire un retrait à la banque et se sont effondrés dans la nature, sous le regard impuissant des GENS-D'ARMES, et cela est beaucoup fréquent sur les pistes et les routes de la région, donc nous on accuse les autorités du pays, il faut qu'ils s'impliquent véritablement dans la sécurité de l'ouest. Si cela est réglé on peut consolider la sécurité. » (Représentant du Mairie, Guiglo)*

Des enquêtés estiment que les autorités et le gouvernement ne jouent pas pleinement leur rôle régalien qui consiste à garantir la sécurité des biens et des personnes. Le problème de la sécurité n'est pas pris à bras le corps et très souvent la population se sent contraint de s'impliquer activement.

#### **« Les populations sont des agents de sécurité »**

*« Le gouvernement avait déjà pris des conditions, d'envoyer des militaires pour sécuriser la zone mais les braquages et les tueries continuaient et j'ai dit qu'il faut que nous même à notre niveau, on essaie aussi de créer des conditions, c'est-à-dire, bon si tu crées comment on appelle les soufê wourou dans ton quartier, c'est une condition, les gens sécurisent le quartier et les braquages sont maintenant diminués sinon dans le temps on ne pouvait pas dormir. » (Deuxième adjoint au Maire, Bloléquin)*

Certaines différences apparaissent dans les perceptions des acteurs de la société civile. Les allogènes et les allochtones, en particulier, tendent à répondre de la même façon aux questions relatives à la sécurité. La priorité est donnée à la satisfaction des besoins élémentaires qui conduira à l'élimination des menaces directes à la sécurité physique, du chômage, de la pauvreté et à l'élimination de la présence de groupes armés<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Aurélien Tobie, (Juillet 2017) les questions de sécurité dans la société civile malienne : une nouvelle perspective.

Les enquêtés de la zone privilégient les besoins en développement, telles que les infrastructures de développement. Les autochtones ont également des points de vue sur les questions de sécurité, au sens étroit du terme. Ils pensent que la consolidation de la sécurité, facteur de développement, a un impact majeur sur leur vie et considèrent que l'Etat est l'acteur le mieux placé pour consolider la sécurité.

*« Nous, consolider la sécurité est du ressort du gouvernement. Il doit nous aider et s'occuper des jeunes de la région »* **(Membre d'association de Kaadé)**

Ces propos mettent le gouvernement au cœur de la problématique de consolidation de la sécurité. Même si les perceptions varient d'un individu à un autre, ils se rejoignent sur le fait que consolider la sécurité passe aussi nécessairement par la garantie de la vie des citoyens. Les résultats de cette enquête montrent que la population de l'Ouest ne se contente pas d'attendre de façon passive le soutien gouvernemental qu'elle trouve d'ailleurs insuffisant. Beaucoup d'initiatives ont été prises à la base, parfois hors du contrôle du gouvernement, pour résoudre le manque de services ou de sécurité. Des jeunes se sont mobilisés pour effectuer des patrouilles de nuit dans les rues des villages. Nous le voyons à travers les propos de cet enquêté.

#### **« La jeunesse fait la sécurité »**

*« Quand le problème de Gouin-débé a commencé, le chef a fait une réunion pour dire que le problème qui arrive n'est pas notre problème et faut pas quelqu'un va attaquer l'autre, si quelqu'un fait ça, on le vire du village, donc pour cela il a demandé aux jeunes de faire la garde pour dénoncer ceux qui auront des mauvaises intentions. Et on a suivi cela, on a pris des jeunes mal intentions »* **(Secrétaire du chef de Zouan)**

La consolidation de la sécurité suppose que l'on pérennise les conditions sécuritaires pour les populations. Dans l'ensemble, il faut noter que la sécurité est précaire dans la région malgré la création d'un comité civilo-militaire au sein de chaque département qui regroupe les militaires, les gendarmes, les douaniers, la police, les eaux et forêts et la population civile. Les associations de femmes et de jeunes, les ONG ou autres groupements œuvrent pour les mêmes causes, c'est-à-dire consolider la paix et la sécurité, assurer la cohésion sociale à travers les sensibilisations.

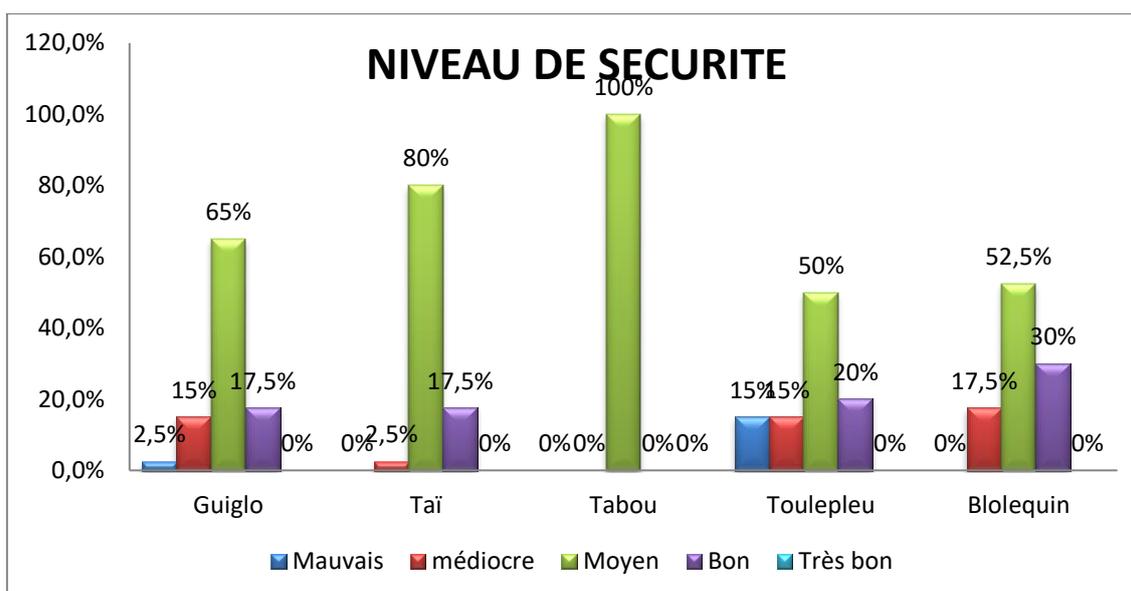
Cette enquête fait ressortir dans les localités de l'Ouest un certain nombre de questions relatives à la sécurité dans le pays. D'après les acteurs interrogés, la consolidation de la sécurité et de la paix constitue autant une question de développement que de sécurité. Ils insistent sur le fait que les réponses à l'insécurité et au développement doivent aller de pair avec l'approche sécuritaire au sens strict. La violence et l'absence

de règlement concret du problème foncier de l'Ouest sont une source de préoccupation pour la majorité de nos enquêtés.

### 3.2.3. Le niveau de sécurité

La sécurité dans les localités étudiées demeure encore à un niveau que les populations considèrent insuffisant. Et dans ces départements enquêtés, les opinions convergent. Nous pouvons le percevoir à travers le tableau et le graphique suivant :

**Graphique 2 : Niveau de sécurité**



*Enquête de terrain, Février 2018*

**Tableau 2 : Statistique du niveau de sécurité**

| Dprtmts \ Variables | Guiglo | Taï | Tabou | Toulepleu | Blolequin | TOTAL |
|---------------------|--------|-----|-------|-----------|-----------|-------|
| <b>Mauvais</b>      | 8      | 0   | 0     | 47        | 0         | 55    |
| <b>Médiocre</b>     | 47     | 8   | 0     | 47        | 55        | 157   |
| <b>Moyen</b>        | 204    | 251 | 314   | 157       | 165       | 1091  |
| <b>Bon</b>          | 55     | 55  | 0     | 63        | 94        | 267   |
| <b>Très Bon</b>     | 0      | 0   | 0     | 0         | 0         | 0     |

*Enquête de terrain, Février 2018*

Dans les cinq départements de l'étude, la question sécuritaire reste une priorité des populations et des autorités locales. Le niveau de sécurité est moyen dans tous ces départements. Les données collectées l'attestent. En effet, sur les 1570 personnes enquêtées, 1091 soit 69,5% trouvent que le niveau de sécurité est Moyen. Tabou revendique le taux le plus élevé, ou 100% des personnes interrogées trouvent que le

niveau de sécurité est Moyen. Contrairement à Toulepleu où 50% des enquêtés estiment que le niveau de sécurité est Moyen.

Contrairement au niveau moyen, 157 répondants (10%) considèrent que le niveau de sécurité est médiocre et 55 répondants qui estiment que le niveau sécuritaire est Mauvais. Quant à la variable Bon, nous notons 17% des enquêtés qui considère le niveau Bon. Mais pour la variable Très bon, aucun enquêté n'a apporté son approbation.

Ces chiffres montrent que les conditions sécuritaires exigent encore des efforts d'amélioration. Donc, il faut mobiliser des moyens et des stratégies pour un meilleur niveau de sécurité dans les localités de l'Ouest.

### 3.2.4. Niveau de participation des jeunes à la consolidation de la sécurité

Les localités enquêtées présentent un niveau de sécurité précaire. Cela interpelle et amène les populations, notamment les jeunes à s'impliquer dans la consolidation de la sécurité. Ainsi dans les localités investies, nous assistons à un mécanisme d'auto-défense mis en place par les jeunes. Ceux-ci prennent l'initiative de se mettre en groupe en occurrence les nuits pour assurer la sécurité du village. Le tableau ci-dessous nous permet de voir le niveau de participations des jeunes au processus de consolidation de la sécurité.

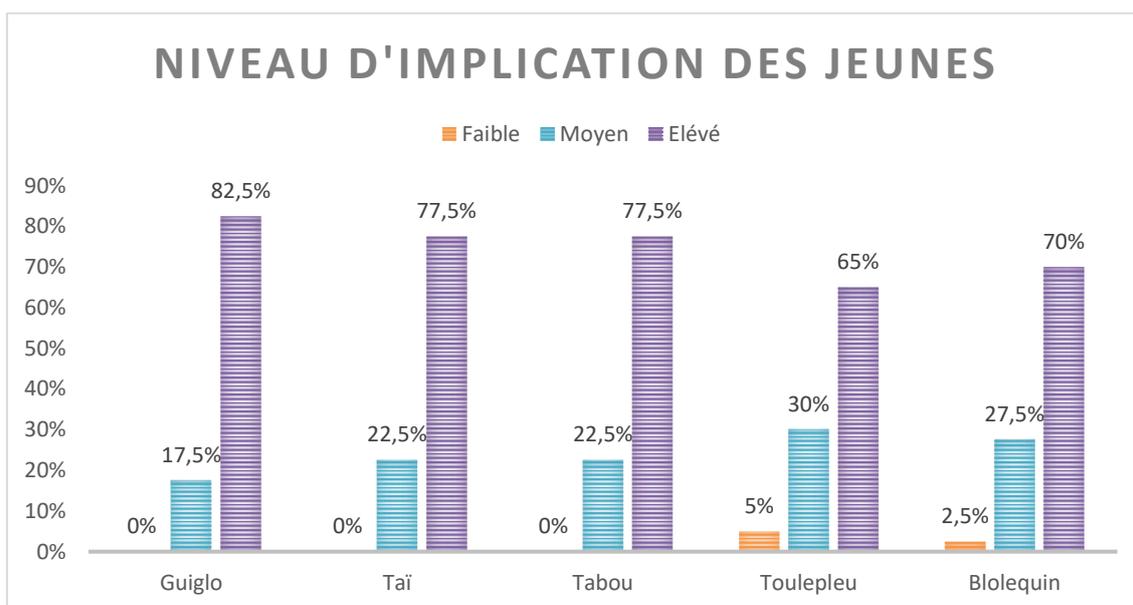
**Tableau 3 : Statistique du niveau d'implication des jeunes à la sécurité**

| NIVEAU DE PARTICIPATION DES JEUNES % | Guiglo | Taï | Tabou | Toulepleu | Bloléquin | Total |
|--------------------------------------|--------|-----|-------|-----------|-----------|-------|
| Faible                               | 0      | 0   | 0     | 16        | 8         | 24    |
| Moyen                                | 55     | 71  | 71    | 94        | 86        | 377   |
| Elevé                                | 259    | 243 | 243   | 204       | 220       | 1169  |
| TOTAL                                | 314    | 314 | 314   | 314       | 314       | 1570  |

*Enquête de terrain, Février 2018*

Ce tableau nous permet de ressortir les pourcentages suivants à travers ce graphique

**GRAPHIQUE 3 : Le Niveau d'implication des jeunes**



*Enquête de terrain, Février 2018*

Les données de l'enquête montrent une participation des jeunes à la consolidation de la sécurité dans les cinq zones de l'enquête. Ainsi, en se référant au graphique et au tableau ci-dessus, nous constatons 74.5% soit 1169 des participants de l'échantillon de 1570 enquêtés ont affirmé que le niveau de participation des jeunes à la consolidation de la sécurité dans leur localité est **élevé**. Par contre, 24% soit 377 répondants estiment que le niveau de participation est **moyen**. Selon ces statistiques les jeunes du département de Guiglo revendiquent le taux d'implication le plus élevé qui est de 82,5%. Cela permet de mettre en exergue l'intérêt et le niveau de compréhension qu'ont les jeunes de cette localité par rapport à la sécurité.

### **3.3. Les actions étatiques dans la consolidation de la paix et de la sécurité**

Les difficultés liées aux aspects sécuritaire et social auxquelles font face les populations de l'Ouest ne laissent personne indifférent, en l'occurrence l'Etat. En effet au vu des conditions sécuritaires que l'on déplore à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, l'Etat a mis en place des mécanismes pour pallier ces problèmes.

Dans un premier temps, pour remplir ses fonctions régaliennes, l'Etat a déployé des forces de l'ordre et de sécurité pour assurer la sécurité des populations vivant dans ses localités. Ainsi, avec les moyens de bord, ces forces essaient tant bien que mal d'assurer la sécurité des populations.

Ensuite nous pouvons noter la mise en place des structures décentralisées, telles que le corps préfectoral, les élus locaux (Conseil régional, Autorités municipales, Autorités législatives) et l'autorité judiciaire. Ces structures sont chargées pour certaines de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour d'autres de représenter l'autorité par la mise en application des lois et pour transmettre les préoccupations des populations à l'Etat. Il faut cependant noter qu'en dépit de tous ces mécanismes mis en place, les populations des localités enquêtées sont toujours confrontées à l'insécurité et même souvent à des conflits sociaux. Cette situation met en exergue la nécessité de redynamiser les mécanismes pour aboutir à un environnement plus sécurisé et paisible.

Il faut retenir qu'en se référant aux perceptions de nos différents enquêtés, que ce soit au niveau des autorités administratives, des leaders de communautés, des leaders d'associations de femmes et de jeunes, des leaders de partis politiques voire des populations de base, les notions de consolidation de la paix et de la sécurité, sont connues. Ces notions ne leur semblent pas étrangères, du fait des turbulences qu'ont connue les localités de l'Ouest du pays, avant, pendant et après les différentes crises qui ont secoué la Côte d'Ivoire. La région a été le lieu d'exécution de plusieurs projets dans le domaine de la consolidation de la paix et de la sécurité.

Nous pensons que l'initiative de ce projet est d'une importance capitale en se référant aux violences et aux conflits sociaux vécus par les populations à l'Ouest. Interroger les actions et/ou les comportements par rapport à une réalité sociale ne suffit pas toujours pour cerner tous les contours. Nos observations montrent qu'il demeure malheureusement, encore, des sentiments d'insatisfaction chez des catégories sociales, même si cela n'est pas exprimé à une majorité absolue. D'une part, l'insécurité qui demeure dans l'Ouest montagneux depuis plusieurs années inquiète les populations. D'autre part, l'état des routes ne rend pas toujours facile les opérations de maintien d'ordre et les patrouilles des forces de défense et de sécurité. Cette situation amène les populations à penser qu'elles sont « *des laissées pour compte* », « *des abandonnées* ».

**Images montrant l'état de dégradation de la route Axe Guiglo Kaadé**  
**Enquête de terrain, Février 2018**



Par ailleurs, il apparaît une crispation et une méfiance dans les rapports de cohabitation entre populations (individus) et entre communautés (groupes d'individus) qui semble avoir été portée, par une série de facteurs structurant des dynamiques autour du foncier et en lien avec des logiques ethniques. Ainsi, le vivre ensemble en état de déconfiture, structure chez nombre de populations une mémoire de la cohabitation communautaire magnifiant le passé, comme quoi « *avant était mieux* » et prépare des imaginaires sociaux confligènes.

## 4. L'identification des difficultés pour les femmes et les jeunes à coopérer avec les autorités locales

---

Dans son ensemble, l'Ouest de la Côte d'Ivoire a été le théâtre de tensions de divers ordres (crise politique, conflit foncier et conflit intercommunautaire). Après plusieurs tentatives de réconciliation entreprises par les autorités ivoiriennes, soutenues par des ONG locales et internationales, cette région du pays commence peu à peu à tendre vers la résilience. La vie tant au niveau rural qu'au niveau urbain reprend ses habitudes d'avant-guerre.

Dans le cadre de cette étude réalisée, précisément dans les départements de Tabou, Taï, Toulepleu, Bolequin et Guiglo, les données de terrain collectées nous ont permis de savoir que les femmes et les jeunes rencontrent des difficultés quant au fait de coopérer avec les autorités locales. Nous avons donc cherché à élucider les points suivants :

- **Le niveau de la coopération entre ces deux catégories d'acteurs,**
- **Les difficultés de coopération des femmes et des jeunes avec les autorités locales.**

### 4.1. Le niveau de coopération entre les acteurs

Cette section s'est chargée de questionner l'implication des jeunes et des femmes dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Les femmes et les jeunes représentent une population très importante et dynamique qui ne doit pas être mise en marge.

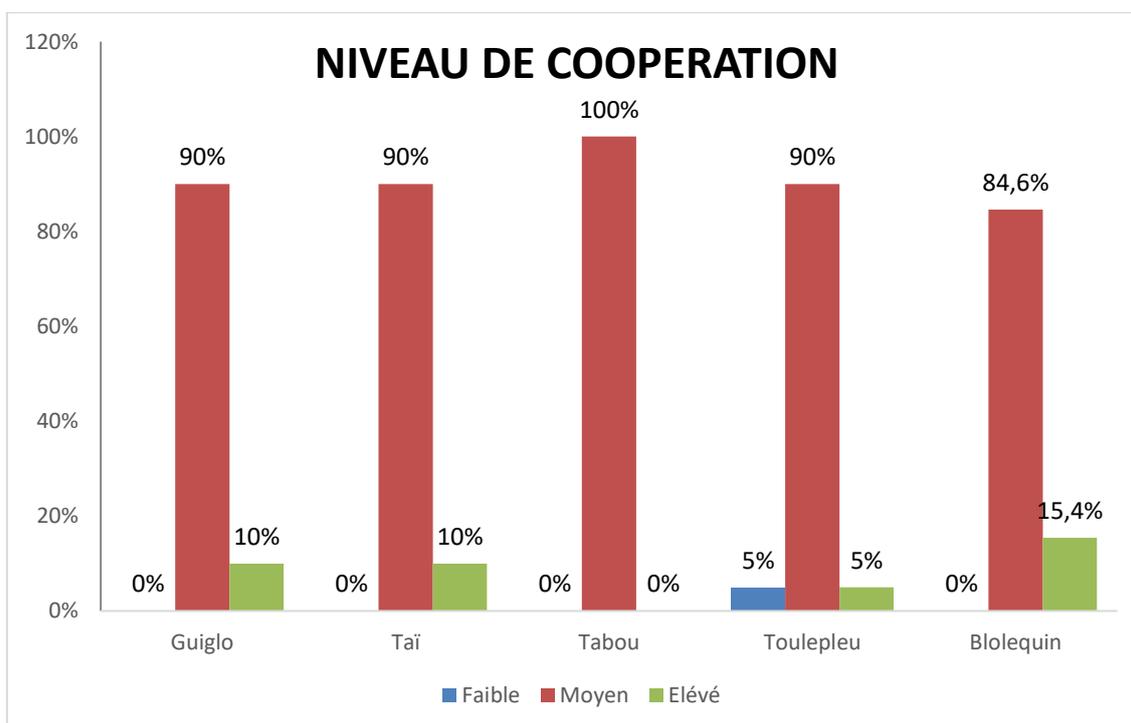
Après nos investigations sur les différents lieux ciblés par l'étude, il ressort que les périodes de turbulence survenues à l'Ouest du pays, ont eu un impact sur la coopération entre deux groupes d'acteurs; d'un côté les autorités locales et de l'autre les jeunes et les femmes. Dans un tel contexte, nous pouvons dire qu'il reste des efforts à fournir dans le sens de l'amélioration de cette collaboration qui est plus que nécessaire. Nous analysons ce niveau de coopération à travers les statistiques qui suivent:

**TABLEAU 4: Statistique du niveau de coopération**

|               | Guiglo | Taï | Tabou | Toulepleu | Blolequin | TOTAL |
|---------------|--------|-----|-------|-----------|-----------|-------|
| <b>Faible</b> | 0      | 0   | 0     | 16        | 0         | 16    |
| <b>Moyen</b>  | 283    | 283 | 314   | 282       | 267       | 1429  |
| <b>Élevé</b>  | 31     | 31  | 0     | 16        | 47        | 125   |

*Enquête de terrain, Février 2018*

**GRAPHIQUE 4 : Niveau de coopération entre les populations et les autorités**



*Enquête de terrain, Février 2018*

Au vue du tableau nous pouvons noter que 1429 répondants sur les 1570 soit 91% estiment que le niveau de coopération entre les acteurs est Moyen. En effet, en prenant en compte le graphique, nous constatons que le taux de la variable Moyen varie entre 100% et 84,6% d'un département à un autre, notamment, Tabou 100%; Guiglo 90% ; Taï 90%; Toulepleu 90% et Blolequin 84,6%. Ainsi de façon générale, 91% estime que le niveau de coopération est moyen. Par contre 8% soit 125 enquêtés estiment que le niveau est Elevé; pendant que 1% soit 16 personnes estiment que le niveau est Faible. Ces différents chiffres montrent qu'il existe certes une coopération entre les acteurs, cependant des efforts restent encore à fournir afin de relever le niveau de coopération.

## 4.2. Les difficultés de coopération des femmes et des jeunes avec les autorités locales

Au vue de nos investigations, il faut noter que même si les autorités se disent disposés à la coopération, il demeure des difficultés de coopération. Cela peut se percevoir par l'analyse des graphiques ci-dessus qui montre que le niveau de coopération est moyen. Il apparait souvent dans certaines localités des incompréhensions entre les autorités et les populations. Les jeunes et les femmes accusent les autorités parfois de leur implication passive dans le règlement des tensions entre les communautés vivant sur le même territoire. C'est le cas de Guiglo où les jeunes ont transporté le corps de leur ami tué par balle de Béoua à la préfecture, sous prétexte que les autorités locales ne prennent pas leur responsabilité vis-à-vis des problèmes de la région qui affectent de plus en plus les habitants. Referons-nous aux propos de cet enquêté.

*« Il y a eu un problème ici, ou ils ont tiré en pleine journée sur le président des jeunes du village Béoua ; mais je te dis mon frère les jeunes ont transporté le corps de leur frère du village à la préfecture à la recherche du préfet, selon eux il est un incapable et il est partisan depuis le problème de Gouin Debé, tu as vu cela à créer des embrouilles entre les autorités et la population, le préfet n'étant pas là ils ont saccagé la préfecture » (Allogène, Guiglo).*

Il faut adjoindre à cela que l'existence illégale des associations constitue parfois une barrière de coopération entre autorité et association. Les responsables des associations ne se conforment pas aux règles, ce qui peut souvent les mettre en marge lorsqu'il s'agit de rencontrer une autorité quelconque.

Nous retenons donc que ces difficultés constituent des facteurs qui influencent bien souvent la collaboration entre les autorités et les jeunes.

Nous faisons l'hypothèse que le cadre d'échange mis en œuvre ne permet pas de saisir et de traiter convenablement les problèmes des jeunes et des femmes, même si les autorités estiment qu'elles font régulièrement l'inventaire des difficultés rencontrées par leurs administrés en vue de les régler. On peut à juste titre citer les problèmes autour du foncier, le petit commerce, les conflits entre communautés ou groupes sociaux en lien avec la politique qui demeurent pendant le processus de consolidation de la paix et la sécurité, sont parfois sans suite et dont le règlement se solde parfois par un échec. Cela met en souffrance la coopération entre ces différents acteurs impliqués dans le processus. Etant donné que tout se noue et se dénoue autour de la coopération,

nous proposons la création d'un véritable cadre d'échange qui implique tous les acteurs et prend en compte leurs différents avis pour mener à bien les activités ou les actions dans l'intérêt supérieur et pour le développement de l'Ouest ivoirien.

## 5. Les besoins spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces

---

Les raisons de la non satisfaction des besoins sécuritaires des femmes et des jeunes engagés dans les petits commerces sont multiples. Les arguments diffèrent selon qu'on soit du côté des autorités ou du côté des femmes et/ou des jeunes. Suivant les autorités, les femmes et les jeunes ne sont pas consciencieux. Quant aux jeunes, les autorités ne créent pas les conditions de leur employabilité.

Les autorités locales, à savoir les préfets, les sous-préfets, les députés et les maires sont visiblement imprégnés des réalités sociales rencontrées par les acteurs des petits commerces dans leurs différentes localités. De ce fait, ils mentionnent un taux de chômage élevé chez les jeunes et l'analphabétisme des femmes avec un taux de pauvreté conséquent. Ce constat est confirmé par les autorités locales sur l'état de la situation de la jeunesse de leur localité. A Guiglo, par exemple, un représentant de l'autorité locale a affirmé ceci :

*« Un taux important de jeune est inactif, le taux de chômage des jeunes est élevé donc il faut leur trouver quelque chose à faire. » (Représentant du préfet, Guiglo)*

Et une autre autorité de la mairie de Guiglo dit ceci :

*« La population de la localité est très pauvre. Et les jeunes sont des désœuvrés, déscolarisés, sans activité et oisifs. » (Représentant du Maire, GUIGLO)*

L'enquête nous a permis de révéler que le taux important de chômage des jeunes est à la source de plusieurs problèmes d'insécurité.

Pour tenter de résoudre cette situation, les autorités locales en collaboration avec les organisations non-gouvernementales, les organismes et les autres associations organisent des rencontres à travers des cadres d'échanges pour écouter et recueillir

les difficultés que rencontrent les jeunes et les femmes surtout ceux impliqués dans les petits commerces. Une autre autorité locale affirme ceci :

*« Ici à la préfecture, des rencontres sont organisées chaque mois avec le représentant communal des jeunes, le représentant départemental de la jeunesse et le représentant régional de la jeunesse, les représentants d'associations, les forces de l'ordre afin de tous les écouter et de prendre en compte les différentes préoccupations. Et même à notre niveau, chaque jeudi, il y a une réunion de sécurité qui est convoquée avec les jeunes. » (Préfet, GUIGLO)*

Cette affirmation permet de savoir l'implication des autorités locales dans la recherche de solution pour aider les jeunes et les femmes dans les petits commerces. Et, pour venir en aide à cette jeunesse, des projets et des campagnes de sensibilisation sont menés dans la zone. Une autre autorité déclare :

*« Les ONG utilisent les réseaux des femmes et de jeunes pour relayer les informations et faire aussi des sensibilisations. » (Préfet, TAI)*

Et une autre autorité ajoute :

*« Il y a plus d'un mois, le Ministre de l'emploi et de la jeunesse était présent à Guiglo dans le cadre d'un échange avec la jeunesse. » (Représentant du Maire, GUIGLO)*

Ces propos recueillis démontrent que les autorités locales et même nationales sont préoccupées par les problèmes des jeunes de ces localités.

Toutefois il convient de mentionner les principales raisons qui sont à l'origine de l'incompréhension des autorités locales des difficultés des jeunes et des femmes dans les petites activités commerciales.

Tout d'abord, selon les autorités locales, les projets ne sont pas menés jusqu'à terme. C'est ce que tente d'expliquer un des enquêtés, quand il dit:

*« Au lancement d'un projet de soutien aux jeunes et aux femmes, on assiste à un engouement de la part des jeunes et des femmes pour les formations. Mais pour des raisons méconnues ces projets prennent subitement fin. Les jeunes qui doivent recevoir les kits d'installation et les financements restent sur le carreau. » (Représentant du Maire, GUIGLO)*

Les propos de cet enquêté montrent que les populations jeunes sont désireuses de participer aux différents projets dans cette zone. Mais les projets, pour des raisons méconnues des autorités, prennent fin sans pour autant impacter la vie des femmes et des jeunes.

Aussi, selon d'autres autorités locales, les difficultés de remboursement des prêts accordés aux premières personnes bénéficiant des projets sont des raisons qui empêchent les projets de durer dans le temps :

*« Il y a une vingtaine de femme qui ont reçu de l'argent de la première Dame OUATTARA mais n'ont pas remboursé et n'ont rien pu faire avec cet argent. » (Préfet, TAÏ).*

Ces propos traduisent bien les difficultés de remboursement des populations. C'est d'ailleurs l'une des causes de non pérennisation des projets dans la région. Et cette autre difficulté vient accentuer les problèmes liés à l'implantation des projets dans ces zones. Il s'agit de la ville de TAÏ dont une autorité affirme ceci :

*« Toutes les structures sont découragées de leurs comportements. Femmes comme garçons aiment qu'on leur donne l'argent en espèce sans entreprendre. Ils ne veulent rien faire. » (Préfet, TAÏ).*

Ceci traduit les difficultés que rencontrent les organismes et ONG qui s'installent dans la région. Les populations ne comprennent pas l'intérêt de ces activités et demeurent dans les situations précaires et sans activité par conséquent elles restent oisives.

En plus, de ces difficultés évoquées, dans les zones où les populations jeunes et femmes sont regroupées en association et mènent des activités lucratives, des facteurs exogènes viennent accentuer les difficultés des femmes et des jeunes à entreprendre. Il s'agit notamment d'une part de l'impraticabilité des voies reliant les villages des villes et l'irrégularité des moyens de transport; et d'autre part de l'impact des actions exercées par les forces de l'ordre sur les petits commerces. Les désagréments tels que les rackets des hommes en uniformes tuent les petits commerces. Un enquêté de tabou dit ceci :

*« Pis, à force de racket, le marché de Prollo n'existe quasiment plus du fait que ses clients du Libéria voisin n'en peuvent plus. » (Commerçant, Tabou)*

Ces propos présentent l'effet dévastateur des actions des agents en uniformes sur les petits commerces et conduisent à l'éphéméride des petits commerces. A ce niveau, les autorités demeurent des spectateurs et en aucun cas, ils n'ont évoqué malheureusement ces difficultés. Un enquêté soutient ceci :

*« Les autorités locales ont conscience des désagréments causés par le racket subi par les petits commerces. Lorsqu'elles sont saisies, elles rétablissent l'ordre. Toutefois, le phénomène persiste au détriment des populations. » (Commerçant, Tabou)*

Ces propos confirment la connaissance des autorités des difficultés que rencontre les femmes et les jeunes dans leurs petits commerces à ce niveau. Toutefois, il est important de mentionner les conséquences de ces actions sur la population et sur la région toute entière.

La région de l'Ouest est une région ayant plusieurs fois été secouée par les conflits fonciers demeurent toujours sous tension du fait de la non résolution de ce problème fondamental. A ce jour, la région connaît un niveau de développement assez faible qui est palpable d'abord par les infrastructures, ensuite par le secteur de la santé et enfin par le foncier.

Au niveau des infrastructures, la zone de l'Ouest manque cruellement d'infrastructures à tous les niveaux. Elle dispose d'un réseau routier avec des voies impraticables et difficiles d'accès et des moyens de transport inadéquats ; aussi elle a besoin de réseau électrique.

Au niveau sanitaire, les villages sont sous équipés en centre de santé et d'agents de santé surtout au niveau des villages les plus reculés.

Au niveau du foncier, on assiste à la rareté des terres exploitables. Les autochtones ont cédé toutes les terres aux allogènes et allochtones et vivent dans la pauvreté sur leurs propres terres. Par conséquent, certains jeunes autochtones se retrouvent pratiquement sans terres du fait de la vente des terres par leurs parents. Ainsi ces derniers restent désœuvrés, pauvres, au chômage et oisifs. Or l'oisiveté est mère de tous les vices. Aussi n'ayant pas appris et n'aimant pas les activités agricoles refusent de se formaliser dans les associations. Une autorité affirme ceci :

*« Ce sont les allogènes et les allochtones qui aiment travailler. Les gens d'ici ne veulent rien faire. J'ai proposé à une dame d'ici la pratique maraichère mais cette dernière a refusé en me disant qu'est ce que c'est ça on appelle aider quelqu'un là ? Au lieu de me donner l'argent c'est travail de bas fond que tu me propose ! » (Préfet, TAI).*

Ces propos de cet enquête traduisent l'état d'esprit des populations autochtones face aux activités champêtres. Aussi ils ne comprennent pas l'intérêt des actions menées par les organismes, ONG et gouvernement. A ce constat, une autorité de la mairie de Guiglo affirme ceci :

*« Les divergences politiques, les préjugés, des réticences et les communautés qui se méprisent apparaissent comme les difficultés liées à notre incompréhension des besoins de sécurité communautaire. » (Représentant du maire, Guiglo)*

Une autorité de Blolequin renchérit ainsi :

*« Le manque de sensibilisation et d'information sur les textes relatifs au commerce des jeunes et des femmes est un frein, une difficulté à la compréhension de leurs besoins communautaires d'où il faut faire des sensibilisations. » (Sous-préfet, Blolequin)*

Ces propos illustrent la méconnaissance des textes relatifs à la tenue des activités commerciales et encore viennent accroître le lot des activités du secteur informel. Aussi les considérations politiques alimentent en grande partie la réticence des populations à s'investir dans ces projets. En plus, les récentes crises électorales nourrissent encore les rancœurs des populations et affichent réticences de voir ses projets aboutir.

En somme, il convient de dire que résoudre ces réalités ci-dessus permettra ainsi de créer les conditions du développement durable à l'Ouest du pays.

Des stratégies en termes de proposition et/ou offre d'activités sont mises en place pour consolider la paix et la sécurité. A notre avis, certains aspects comme la rareté ou l'absence de pôles économiques importants (usines, unités de production), le manque de formation et/ou culture entrepreneuriale occasionnant et justifiant parfois le taux élevé de chômage dans la catégorie sociale des jeunes et des femmes, constituent un frein à la réussite du processus de consolidation de la paix et de la sécurité. Bien plus, les règles qui régulent les relations entre autorités et commerçants sont notamment bornées par un aspect formel important et contraignant. Cette situation crée, justifie et amplifie les rackets et les comportements de non remboursement des prêts, occasionnant ainsi le découragement des organismes et les institutions prêteuses et rendant encore plus difficile l'accès au crédit pour des jeunes et des femmes porteuses de projets.

Pour réussir le pari, nous encourageons vivement les décideurs à étroitement collaborer avec des acteurs économiques et les parties prenantes appropriées afin de créer un environnement propice à l'entrepreneuriat, qui encourage les investissements et permette plus facilement aux jeunes et aux femmes d'établir et de gérer des entreprises au sein des localités d'une part. D'autre part, nous demandons aux décideurs de restructurer et rendre souple les règles qui régissent le commerce et faciliter l'accès aux finances, garantissant que les jeunes et les femmes de toutes les localités puissent avoir accès au financement d'entreprise.

## 6. Analyse de l'expression et de la participation des jeunes et des femmes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix

---

La présente partie consiste à analyser l'expression et la participation des jeunes et des femmes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix. En effet, les agents enquêteurs ont interrogé 1572 personnes et 59,5% estime que le niveau de participation est Elevé, 38% estime que le niveau est Moyen, et 2,5% trouve le niveau est Faible. Les parties ci-dessous constituent l'analyse des données collectées.

### 6.1. Le niveau de sécurité communautaire et de consolidation de la paix

Selon les différentes données recueillis, il faut noter qu'il y a une amélioration du niveau de sécurité. En effet, avec le temps les tensions ont baissé entre les différentes communautés. Il n'y a pas de tension selon les populations. Chacun à son niveau, fait un effort pour répondre à cette initiative puisque les situations précédentes ont laissé une page sombre dans l'esprit des uns et des autres. A Bloléquin par exemple, une autorité affirme ceci :

*« En tout cas, ça va, le niveau de sécurité communautaire et de consolidation de la paix est à 95% dans la zone, sinon les braquages sur les routes, dans les campements, tout ça là bon ça a diminué mais quelques fois on entend ces bruits. » (Mairie, Bloléquin)*

Par ailleurs quelques zones d'ombres restent à éclaircir dans la région car la sécurité n'est pas totale selon d'autres enquêtés. Les efforts en matière de stratégies pour l'amélioration de la paix et de la sécurité sont envisagés mais leurs applications ne sont pas assez visibles chez les populations. En effet, quand on mène une analyse profonde, on constate qu'il y a des tensions qui passent sous silence, notamment le désir de certains autochtones de vouloir retirer leurs terres qui leurs ont été prises selon eux. Cela se voit dans les attitudes de certaines populations. Un représentant du maire affirme en ces termes :

*« La situation est bafouée, ce n'est pas parfait, il y a des tensions latentes ». (Le représentant du Maire de Guiglo).*

Il faut ajouter que la politique ravive également les tensions entre les populations à tel enseigne que pendant les périodes électorales, l'on assiste à des tensions, des conflits, voir mêmes des violences. Cela peut se percevoir dans les propos de cet enquêté.

« Pendant les périodes électorales nous constatons trop de tensions ici, parce que le RDR est composé de nordistes. Pour les élections passées le RDR a présenté un candidat originaire de nord. Mais les autochtones n'ont pas aimé. Les injures et les affrontements ont eu lieu. Moi-même j'ai été interpellé au commissariat car les Oubi (les autochtones) disaient que j'ai porté main à une personne. A la sortie des élections, mon candidat a échoué puis celui des Oubi a été retenu. Cependant malgré cette victoire, les Oubi faisaient de porte à porte pour provoquer ou inciter les membres de RDR. C'est le préfet qui a intervenu dans cette affaire. Il a essayé de sensibiliser toute la population. Vraiment, le préfet a beaucoup investi dans cette affaire. Le préfet nous a appelés dans son bureau et il nous a tous sensibilisés. Mais, pour les élections à venir on a un peu peur. Il faut qu'on sensibilise la population afin d'éviter les querelles, faire comprendre à la population que chacun est libre de faire la politique car c'est une histoire de développement » **(Leader de RDR Taï)**.

Il ressort des propos de certains enquêtés que des armes circulent toujours entre les mains de certains individus de façon illégale. Cela suscite une tension d'insécurité dans la zone. La démobilisation n'a pas été totale pendant les résolutions de la crise post-électorale dans les localités de l'Ouest. Ainsi, certaines armes ont été conservées. Cela peut confirmer la présence des armes en circulation dont des individus se servent pour nuire au bon fonctionnement de la paix et de la sécurité communautaire.

« Le niveau de sécurité par rapport 2002, ça va, mais la zone n'est pas encore désarmée des armes de la guerre. » **(Le représentant du PDCI de Guiglo)**

« Il n'y a pas assez de problème dans ce village. C'est le problème de développement qui se pose à Diéro-Oula. Comme problème on a besoin d'une ambulance pour évacuer les cas de maladies urgentes. Nous rencontrons aussi les problèmes de conflit foncier. Franchement dit, nous constatons que les crises naissent ici et prennent des proportions qui se terminent par la question des fonciers. Cette situation dramatique a fait fuir la population vers le Libéria. De retour du Libéria, on ne peut plus réclamer nos terres car on a peur maintenant. En effet, ceux qui détiennent nos terres possèdent les armes. Dans les autres villages ceux qui ont réclamé sont sortis perdant et ont même perdu leur vie. » **(Porte-parole de RDR du village de Diéro-Oula)**

## **6.2. Le Niveau de participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix**

Des échanges, et des données collectées dans les localités de l'enquête, il ressort des propos des répondants que les femmes et les jeunes participent activement à la

consolidation de la paix. Notamment par les groupements et associations qui constituent un vecteur de cohésion sociale et de raffermissement des liens sociaux. Nous verrons le niveau d'implication à travers les données suivantes :

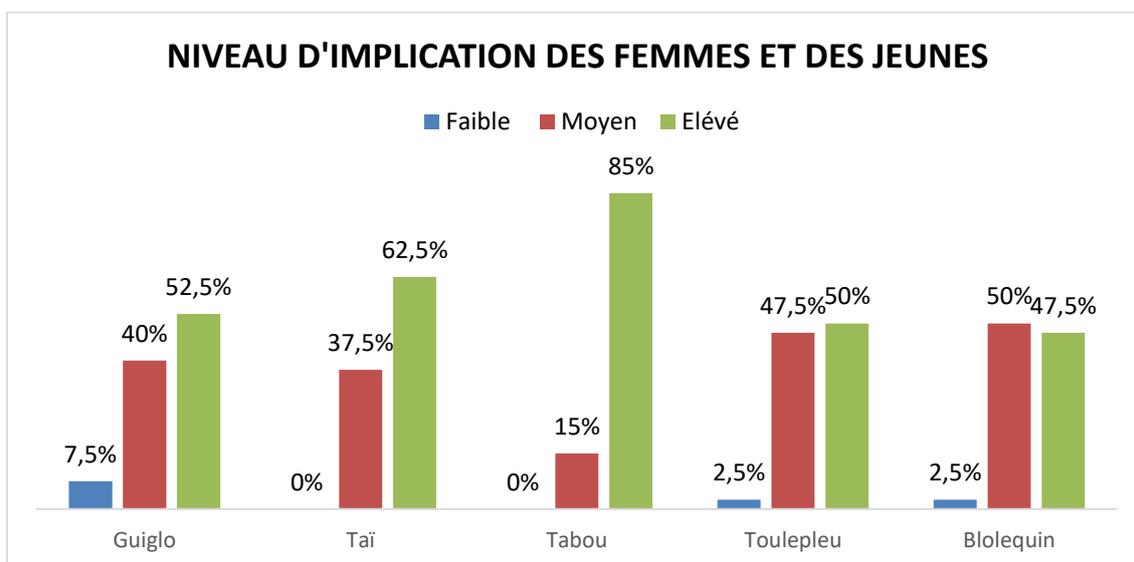
**Tableau 5 : Statistique sur le niveau d'implication des Jeunes et des femmes.**

|               | Guiglo | Taï | Tabou | Toulepleu | Blolequin | TOTAL |
|---------------|--------|-----|-------|-----------|-----------|-------|
| <b>Faible</b> | 23     | 0   | 0     | 8         | 8         | 39    |
| <b>Moyen</b>  | 126    | 118 | 47    | 149       | 157       | 597   |
| <b>Élevé</b>  | 165    | 196 | 267   | 157       | 149       | 934   |

*Enquête de terrain, Février 2018*

Nous pouvons voir les pourcentages sur le graphique suivant :

**Graphique 5 : Niveau d'implication des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix**



*Enquête de terrain, Février 2018*

A l'analyse de ce graphique de façon générale, nous notons 934 répondants sur les 1570 soit 59,5% estiment que le niveau de participation des femmes et des jeunes est **élevé**. Ainsi nous notons que Tabou a le taux d'implication le plus élevé avec 85%, contrairement à Bloléquin dont le niveau élevé est estimé à 47,5%.

Au niveau des départements de Toulepleu et Bloléquin, nous notons respectivement 2,5 % soit 8 répondants sur les 314 de chaque département estime que le niveau d'implication est faible. Il faut également noter que sur notre échantillon de 1570 enquêtés 597 répondants soit 38% estiment que le niveau d'implication est moyen, avec Tabou qui exprime 15% et Guiglo qui exprime 40%.

Le niveau de participation des jeunes et des femmes à la consolidation de la paix, à Tabou a atteint un taux considérable de 85% permettant de parler d'une forte implication de ces derniers dans cette localité. (Cf. graphique 5)

### **6.3. La participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix**

Les femmes et les jeunes participent à la consolidation de la paix selon le graphique 59,5% des enquêtés soumis au questionnaire de la dimension quantitative de cette étude. Ils y participent à travers la création des associations. Ces associations constituent aujourd'hui un véritable vecteur de cohésion social à travers les sensibilisations, les activités et les échanges entre les différentes communautés. Les femmes et jeunes participent aux projets de sensibilisation visant la consolidation de la paix. Les ONG utilisent souvent les réseaux des jeunes et des femmes pour relayer les informations et les sensibilisations. Plusieurs ONG œuvrent dans le domaine de la paix et des droits de l'homme pour le bien-être des populations.

*« Oui il y a un cadre d'échange. Principalement ce sont le président des jeunes et le préfet qui organisent ces choses. Il y a même une ONG qui travaillent avec les présidents des jeunes afin d'instaurer la paix » (Leader RDR, Taï)*

Les jeunes et les femmes accentuent les initiatives en organisant eux-mêmes des réunions pour sensibiliser en leur sein et en assistant aux réunions organisées par des structures qui militent pour la consolidation de la paix et de la sécurité.

*« Le village compte deux grandes associations à savoir les associations des jeunes et celle des femmes. En ce qui concerne les femmes, il existe 4 sous-groupes et chacune compte 10 à 20 membres. Ce village compte plus de 5000 habitants. » (Porte-parole de RDR du village de Diéro-Oula)*

Les associations des jeunes et des femmes constituent un véritable pilier dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans les localités ciblées par cette étude.

*« Les femmes comme les jeunes, à travers leurs associations participent à la consolidation de la cohésion sociale. Ils organisent des rencontres où l'ambiance et les causeries amicales sont au rendez-vous. Pour moi la consolidation c'est vivre ensemble tous les jours sans conflit. Au niveau des nordistes on a quatre associations des femmes. Dans un village on peut avoir 25 à 80 groupes. Dans ce village les femmes et les garçons sont en nombre suffisant et ils ne sont pas loin de 1000 habitants. » (Leader de RDR Taï)*

#### 6.4. La participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la sécurité communautaire

Les femmes et les jeunes, selon 74,5% soit 1171 sur 1572 personnes interrogées, participent à la consolidation de la sécurité communautaire. Ces catégories de personnes sont les premières victimes lors des conflits donc ceux-ci prennent toutes les mesures de résolutions à bras le corps, car tous les hommes ont besoin de stabilité pour mener à bien leurs activités afin de répondre efficacement aux besoins de la famille.

Nous retenons qu'en matière de participation à la consolidation de la sécurité, les idées convergent dans le même sens chez les enquêtés.

#### 6.5. Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire

Pour participer à la cohésion sociale, les jeunes se regroupent en association. Par le biais de ces associations, ces jeunes participent aux ateliers de formation organisés par les ONG. Avec les ONG, ces jeunes constituent un vecteur de communication et de sensibilisation dans les différentes familles. Plusieurs événements sont organisés pour permettre aux jeunes de se réjouir. Pour aller plus loin dans leurs tâches, ils se transforment en agent de sécurité pour appuyer les forces de l'ordre dans le maintien de l'ordre.

*« Les jeunes sont, vous savez que c'est sur les jeunes qu'on compte aujourd'hui, ce sont eux qui sont heureux, qui ont la vivacité de faire ce qu'on leur demande de faire, c'est-à-dire pour une surveillance c'est les jeunes qu'on prend, on ne peut pas prendre des vieux pour aller surveiller hein. Quand on parle de surveillance de nuit-là ce sont les jeunes. On appelle ça d'une manière commune les soufê wourou, soufê wourou c'est un terme dioula. » (Mairie, Bloléquin)*

Cependant, l'analyse de la situation au niveau de certains jeunes autochtones n'est valorisante. En effet, il apparaît une certaine oisiveté de ces jeunes dans les localités enquêtées. Cette attitude d'inactivisme est perceptible à travers quelques comportements tels que l'incapacité d'entreprendre et le refus de participation de certains jeunes aux associations.

*« Même l'association des jeunes de Taiï n'a pas un statut. Même je leur ai fait un financement afin qu'ils puissent se prendre en charge. Toutefois, ils ne veulent pas travailler parce qu'ils pensent qu'ils sont chez eux. Ils n'accordent aucun intérêt en matière d'association et d'entrepreneuriat.*

*Souvent, ils viennent aggraver la situation. Vraiment ils sont capables de tout. Et ils dénoncent facilement ceux qui les poussent à agir de la sorte.» (Préfet de Taï)*

### **6.6. Le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire**

Les femmes à travers les associations participent régulièrement aux activités des ONG car, elles sont les plus actives et organisées en association pour la plupart et elles restent également les personnes les plus fragilisées par les différents conflits. Pour protéger leurs familles, elles se donnent à toutes les mesures visant à atténuer les tensions. Selon elles, les groupements leur permettent de collaborer, de communiquer davantage, de briser les murs de méfiance, de consolider la paix, voire de prendre les dispositions idoines pour contribuer à leur sécurité. Ces femmes sont engagées de façon active dans la consolidation de la paix au travers des associations mixtes composées d'allogènes, d'autochtones, et d'allochtones. Elles organisent des activités économiques (travaux champêtre, vente d'attiéké et autres) afin d'être autonome. Aussi leurs activités contribuent à réduire l'oisiveté auquel la population est victime et qui la conduit souvent à des désagréments détériorant le climat de paix. A travers les associations ces femmes prônent le rapprochement entre les membres et les communautés. Elles organisent même des activités festives auxquelles tout le monde est invité à danser et à participer à des jeux récréatifs. Les propos de ces enquêtés en témoigne :

*« Les femmes-là, on ne peut pas gêner leur nom elles font beaucoup pour qu'on vive ensemble sans problème. Elles nous sensibilisent, elles organisent des fêtes ou les hommes sont invités, même les autres peuples sont présents et on s'amuse on boit ensemble, en tout cas c'est bien j'approuve ça. » (Autochtone, à Kaadé)*

*« Nous on veut qu'on devient comme avant et fait appel à tous pendant nos fêtes, il y'a même une femme mossi qui est trésorière dans notre association. Le but de ces activités c'est qu'on se retrouve et qu'on surpasse nos différends. » (Présidente d'association à kaadé).*

Les ONG grâce à leurs multiples actions dans ces régions, ont réussi à former plusieurs associations avec une vision de consolider la paix à travers les sensibilisations. Grace à ces sensibilisations, les associations sont aujourd'hui mieux impliquées dans la consolidation de la paix et sensibilisent à leur tour les membres et même les populations.

**Photo de famille avec un enquêteur, le chef de village, les responsables des jeunes et des associations des femmes après les entretiens à Kouyably (Toulepleu)**



*Enquête de terrain, Février 2018*

Au niveau de la consolidation de la sécurité, il faut noter que de façon directe les femmes ne sont pas perçues. Leur contribution se traduit, par exemple, en termes de concession (par rapport aux obligations conjugales) permettant à leurs époux d'intégrer les comités de veille. Elles participent, également, à « faire le cuisine », « préparer le café » pour les membres des comités de surveillance du village.

**6.7. La question du genre dans la consolidation de la paix et de la sécurité**

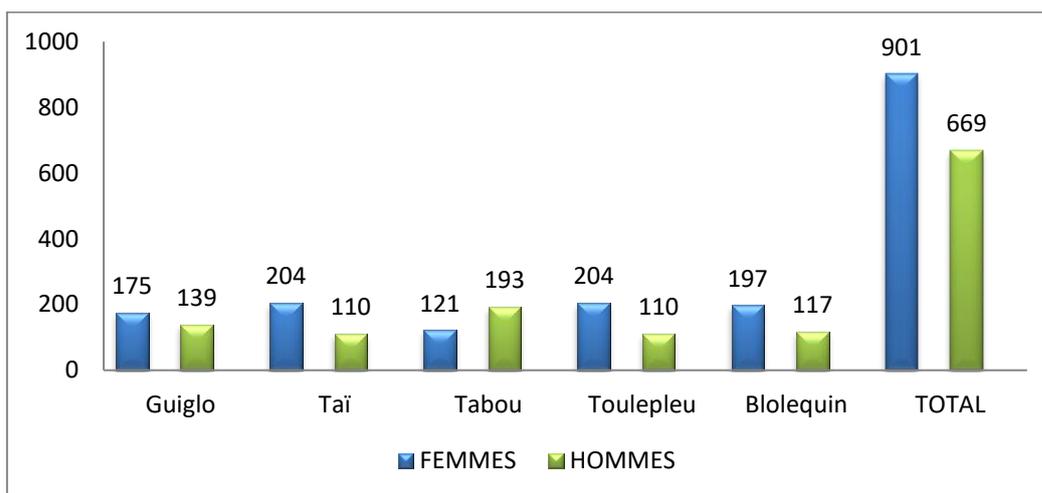
Au regard de l'engagement des populations enquêtées, nous remarquons l'implication en grande partie, sans distinction de sexe d'une façon ou d'une autre dans les initiatives locales de consolidations de la paix et de la sécurité.

**Tableau 6: Statistique sur la répartition du genre**

|                 | <b>Guiglo</b> | <b>Taï</b> | <b>Tabou</b> | <b>Toulepleu</b> | <b>Blolequin</b> | <b>TOTAL</b> |
|-----------------|---------------|------------|--------------|------------------|------------------|--------------|
| <b>Féminin</b>  | 175           | 204        | 121          | 204              | 197              | 901          |
| <b>Masculin</b> | 139           | 110        | 193          | 110              | 117              | 669          |

*Enquête de terrain, Février 2018*

## GRAPHIQUE 6: Répartition du genre des personnes enquêtées



*Enquête de terrain, Février 2018*

Ce graphique présente la répartition selon le genre des enquêtés de l'étude. A l'analyse, nous constatons la représentativité de chaque genre. Nous avons aussi bien des hommes que des femmes. Cela démontre qu'il n'existe pas de pesanteurs qui excluent une frange de la population. Ainsi, selon ce graphique ci-dessus, sur les 1572 personnes interrogées, nous enregistrons 901 Femmes soit 57.4% contre 669 Hommes soit 42,6%.

De l'analyse de ces chiffres nous notons une forte participation des deux genres bien que le nombre des répondants féminin soit en hausse par rapport à celui des répondants masculins. Cela montre que sans distinction de genre, l'on rencontre l'adhésion des populations sur les questions de consolidation de la paix et de la sécurité.

Ces données mettent en exergue d'une part une véritable collaboration entre les hommes et les femmes et d'autre part une implication des deux dans le processus de consolidation de la paix et de la sécurité. Cependant, il est impérieux de s'interroger sur la redevabilité de l'Etat-citoyen.

Certes, les hommes et les femmes affichent une volonté considérable de participer aux activités en lien avec le processus de consolidation de la paix et la sécurité dans leurs localités respectives. Mais, il convient de créer les conditions pour un meilleur engagement de tous ces acteurs dans ce processus. Et, la création des conditions doit prendre en compte les réalités vécues par les jeunes et les femmes.

## 7. La perception de la redevabilité Etat-citoyen

---

Dans le contexte africain, les notions comme Etat et citoyenneté ramènent à des réalités souvent contraires au sens propres du terme. En effet, au regard des comportements ou agissements des populations en cas de conflit ou de mécontentement, la sensibilisation autour des notions d'Etat-citoyen apparaît comme une nécessité. Quel est l'état des lieux à ce jour.

### ➤ **Les changements entraînés**

La notion d'Etat-citoyen implique un changement d'état d'esprit, une philosophie. Cela consiste à faire comprendre aux populations qu'être citoyen d'un Etat implique une certaine responsabilité. En cas de manifestation ou de revendication, il est fondamental de préserver les acquis de l'Etat, c'est-à-dire les infrastructures d'utilité publique. Il faut noter que nous observons une certaine adhésion à cet esprit d'Etat-citoyen. Cette adhésion nous permet de comptabiliser un certain nombre de changement. Nous pouvons constater cela à travers les propos suivants :

« Il faut dire que les populations de Taï adhèrent à l'Etat-citoyen. Ce qui permet d'éviter les conflits et les dégâts. Ici, il y a longtemps que les gens ne s'amuse plus à détruire les infrastructures publiques » **(Préfet, Tai)**

Nous avons la même idée dans les propos de cette autorité administrative qui sensibilise les jeunes de sa circonscription sur la notion de la responsabilité qu'implique l'esprit d'Etat-citoyen.

« Je pense que s'il n'y a pas des casses à Bloléquin lors du conflit de la forêt de Gouin-débé, cela veut dire que ces jeunes-là ont une nouvelle perception de la chose de l'Etat. Ils se sentent plus concernés. » **(Sous-préfet, Bloléquin)**

Il faut retenir qu'au-delà des avancées entraînées par les mécanismes tels que la sensibilisation par les autorités et par les médias, il demeure encore des obstacles à l'esprit de l'Etat-citoyen.

### ➤ **Les faiblesses des mécanismes mis en place**

Dans une dynamique sociale, il existe toujours des personnes ou des sociétés qui restent en marge du changement, ce qui est le cas au niveau des changements souhaités par la notion d'Etat-citoyen. En effet dans les localités enquêtées, nous avons rencontré

des localités où les populations résistent encore au changement. Nous pouvons le constater dans les propos de cet enquêté.

*« Les populations n'adhèrent pas toujours à l'état-citoyen car les autochtones se considèrent parfois être au-dessus de l'Etat. Cela crée souvent des frustrations au niveau de la population étrangère. Ce qui favorise cette situation sont les propos de frustrants des autochtones. Ce qui entraîne la méfiance. »* **(Représentant du préfet, Guiglo)**

Il faut noter que le manque d'instruction constitue un véritable obstacle de l'adhésion à l'Etat-citoyen. Certains enquêtés abordent le manque de formations et l'insuffisance de sensibilisations.

*« Bon, moi, toujours les obstacles c'est le manque de formation et de sensibilisation. Un individu qui est formé je l'ai dit tantôt à une meilleure perception d'une situation donnée. Obstacle c'est sensibilisation, qui dit sensibilisation, c'est parce que Il n'y a pas de moyen par exemple financier que ce soient les structures étatiques ou les jeunes mêmes n'organisent pas assez de réunion à cet effet. »* **(Sous-préfet, Toulépleu)**

Nous enregistrons certes des obstacles à l'adhésion de l'Etat-citoyen, mais il y a des opportunités à prendre en compte. Aussi, il convient de mentionner que certains n'ont aucune notion du terme Etat-citoyen.

### ➤ **Les opportunités**

L'esprit d'Etat-citoyen, est une philosophie qui est indispensable pour l'harmonie et l'équilibre sociale d'un Etat ou d'une Nation. Dans les localités enquêtées, l'adhésion des populations à l'Etat-citoyen offre de véritables opportunités à la consolidation de la paix. Nous le percevons dans les propos de cette autorité administrative.

*« Mais les opportunités c'est un développement harmonieux, c'est une société paisible, une société ou l'autre respecte son prochain voilà, une société idéale quoi, on ne pourra pas l'attendre mais c'est l'émergence. »* **(Chef de cabinet du préfet, Tabou)**

Il faut noter qu'au de-là de l'équilibre sociale que peut entraîner l'Etat-citoyen, il y a également une véritable opportunité qu'est le développement. En effet les bailleurs ou investisseurs accourent difficilement dans un environnement de turbulences, par ricochet, l'adhésion à l'Etat-citoyen équivaut au développement. Cet enquêté le notifie.

*« Les autochtones gagneraient mieux à adhérer à l'Etat-citoyen afin de favoriser l'arrivée des investisseurs et le développement »* **(Préfet, Tai)**

De ces propos, il apparait de façon claire que l'adhésion à l'Etat-citoyen entrainera de façon inéluctable une ruée d'investisseurs dans la région

## 8. Les leçons apprises

---

En ce qui concerne le chapitre qui traite des leçons à tirer, nous disons qu'il appartient au commanditaire de tirer les leçons au regard des résultats de l'enquête tout en tenant compte de son intervention. Néanmoins par rapport au contact avec les enquêtés nous notons quelques leçons.

- La précarité des routes joue un rôle prépondérant dans l'insécurité
- Les divergences d'ordre politique participent à la fragilisation du tissu social
- La pauvreté des populations et l'inactivisme des jeunes alimentent le déséquilibre social
- Les autorités administratives et autorités militaires sont engagées pour la réussite du projet, surtout pour la collaboration entre elles et la population pour la gestion conjointe des questions sécuritaires.
- La consolidation de la paix et de la sécurité dans les localités enquêtées, ne se fera pas par décret mais plutôt par un processus dynamique qui convoquera les conditions d'une paix et une sécurité définitive.

# Conclusion et recommandations

---

## 1. Conclusion

Cette étude a consisté à identifier les effets, les actions et besoins à satisfaire en matière de consolidation de la paix et de la sécurité dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire pour une meilleure implication des femmes et des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix et de la sécurité. Les difficultés de mise en place d'un climat de paix et de sécurité nécessitent l'implication de tous les acteurs notamment, les autorités administratives, autorités locales et les associations de femmes et des jeunes qui jouent un rôle important dans ce processus. Ainsi il a fallu préciser :

- Identifier l'origine de la fracture sociale ;
- Evaluer la perception de base des citoyens et des autorités locales sur les notions de consolidation de la paix et de la sécurité ;
- Identifier les difficultés pour les femmes et les jeunes à coopérer avec les autorités locales donc à s'impliquer dans les initiatives de consolidation de la paix et de la sécurité ;
- Identifier les difficultés de compréhension des autorités locales des besoins spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces ;
- Analyser l'expression et la participation des femmes et des jeunes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix ;
- Comprendre la perception de la redevabilité Etat-citoyen.

Le parcours de tous ces points nous a permis de nous imprégner de manière suffisante des réalités que vivent les populations à l'Ouest du pays en matière de consolidation de la paix et de la sécurité.

Au niveau de l'origine de la fracture sociale, nous avons décelé principalement le problème foncier, la présence de différentes crises, et la politique. Au niveau de l'évaluation de la perception de base des citoyens et des autorités locales sur les notions de consolidation de la paix et de la sécurité, nous avons noté que la majorité des enquêtés ont connaissance de la notion de sécurité et de paix. Mais, selon eux la consolidation véritable passe nécessairement par l'éradication du chômage dans la zone et le règlement sincère des problèmes fonciers. En ce qui concerne la coopération entre les autorités et la population, il faut noter que le niveau de coopération est moyen. Au niveau des difficultés de compréhension des autorités locales des besoins

spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces, notre enquête a montré, deux avis opposés, les jeunes estiment que les autorités ne créent pas les conditions de leurs insertions. Par contre, les autorités locales affirment créer des cadres d'échanges pour écouter et recueillir les difficultés que rencontrent les jeunes et les femmes, surtout ceux impliqués dans les petits commerces. Au niveau de l'analyse de l'expression et de la participation des femmes et des jeunes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix, nous avons noté la participation active des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix. Enfin, au niveau de la perception de la redevabilité Etat-citoyen, il faut noter que certaines localités comme Taï ont connaissance de ce concept. Cela n'est pas de même dans la majorité des localités. Il ressort donc que les effets, actions et besoins à satisfaire en matière de consolidation de la Paix dans les cinq (05) départements à savoir Bloléquin, Guiglo, Tai, Toulépleu et Tabou doivent nécessairement passer par l'implication des femmes, des jeunes, et des autorités pour un mieux-être des populations.

## **2. Recommandations**

A partir de ces résultats, et tenant compte des desideratas exprimés par les enquêtés, les recommandations suivantes peuvent être formulées pour inspirer les ONG et l'Etat dans leurs efforts de recherche de solutions dans la consolidation de la paix et la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

### **2.1. A l'endroit du gouvernement, des collectivités locales**

- Renouveler le contrat social entre l'État et la population, en renforçant sa présence et en développant son aptitude à fournir les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé, les routes, l'eau, l'assainissement et surtout la sécurité ;
- Créer des fonds d'octroi de crédits qui permettront aux populations de créer des activités génératrices de revenus ;
- Régler l'épineux problème du conflit foncier en associant toutes les parties prenantes afin d'arriver à des solutions consensuelles;
- Favoriser l'installation d'usines de transformation des matières premières, afin de créer des emplois au profit des populations;
- Renforcer la sécurité des populations en déployant plus de forces de l'ordre avec les moyens d'interventions ;

-Mettre en place des mesures et des dispositions pour lutter et punir les auteurs de rackets.

### **2.2.A l'endroit des ONG et des organismes œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix**

- Organiser des séances de sensibilisation sur la consolidation de la paix ;
- Organiser des activités socioculturelles et sportives afin de créer le contact et la collaboration entre les différentes communautés ;
- Créer et/ou redynamiser les comités locaux de cohésion sociale, les encadrer et les suivre régulièrement afin de pérenniser les initiatives ;
- Former les jeunes et les femmes sur l'entrepreneuriat, afin de les amener à être autonomes ;
- Créer un cadre de concertation et d'échange entre les autorités administratives, locales, les jeunes et les femmes.

## Bibliographie

---

- Afrika Focus (2008). Crise ivoirienne : enjeux et sens d'une mobilisation patriotique, Dakouri G., "Africa Focus", n° 2, volume 22.
- Bobo K.S. (2011). Ethnographie des conflits fonciers intra-familiaux à Bodiba, Bouaké, D.A.S, Thèse.
- Chauveau J-P. (2000). Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : Les enjeux silencieux d'un coup d'Etat, Montpellier, IRD.
- Diarrassouba (2005). Projet "Prévention des crises et consolidation de la paix dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire", Abidjan, GTZ.
- Hamadou Z. (2012). Les origines du feu à l'ouest, publié le 21 juin 2012 à 22 h 10 min sur WWW. Linfochrome. Com
- Hellendorff B. (2012). Ressources naturelles, conflit et construction de la paix en Afrique de l'Ouest, Bruxelles, GRIP.
- Hennemeyer (2007). Le pardon en politique internationale ; un autre chemin vers la paix, Nouveaux Horizons.
- Mucchielli A. (1983). L'analyse phénoménologique et structurale en sciences humaines, Paris, PUF.
- Mucchielli A. (1991). Les méthodes qualitatives, Paris, PUF.
- N'drin B.A. (2016). Approches socio-économiques de la fracture sociale entre les communautés des régions du Guémon et du Cavally, et perspectives pour la reconstruction de la cohésion sociale, Thèse.
- Pelt J. (2000). La terre en héritage, Paris, Fayard.
- Save the Children (2014). *A Toolkit for Monitoring and Evaluating Children's Participation*.
- Save the Children, Plan International, Concerned for Working Children, World Vision and UNICEF. Authors: Lansdown, G. and O'Kane, C. London: Save the Children.
- Save the Children (November 2010) *Rewrite the Future Global Evaluation: Nepal Country Report*.
- Search for Common Ground. (2014). *Analyse de Conflit, Zone autour de Kitchanga, Nord-Kivu, D.R. Congo*.

## **ANNEXES DE L'ETUDE**

---

## DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission a duré au total 30 jours. L'ensemble des jours se répartit selon le planning ci-après.

### CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

| <i>PRINCIPALES ACTIVITES</i>   |  |   |
|--|--|---|
| <b>LES PHASES DE LA MISSION</b>  | <b>Les Activités</b>   | <b>Durée</b>  |
| <b>PHASE PRELIMINAIRE</b><br><br><b>4jrs</b>                             | <i>Collecte des données secondaires</i>                        | <b>2 Jours J1 à J2</b><br><br><i>Lun 18 au Mar19 Déc. 2017</i>                    |
|  | <i>Rapport de démarrage</i>                                    | <b>2 Jours J3 à J4</b><br><br><i>Mer20 au Jeu 21 Déc. 2017</i>                    |
| <b>PHASE D'EXECUTION</b><br><br><b>16jrs</b>                             | <i>Sensibilisation</i>   | <b>2 Jours J5 à J6</b><br><br><i>Ven22 et Mer 27 Déc. 2017</i>                    |
|  | <i>Elaboration du questionnaire et du guide d'entretien</i>    | <b>2 Jours J7 à J8</b><br><br><i>Jeu 28 au Ven. 29 Déc. 2017</i>                  |
|  | <i>Recrutement et formation des enquêteurs et superviseurs</i> | <b>3 Jours J9 à J11</b><br><br><i>Mer 03 au Ven. 05 Jan. 2018,</i>                |
|  | <i>La collecte des données sur le terrain</i>                  | <b>5 Jours J12 à J16</b><br><br><i>Lun8 au Ven. 12 Jan 2018</i>                   |
|  | <i>Traitement et analyse des données</i>                       | <b>4 Jours J17 à J20</b><br><br><i>Lun 15 au Jeu 18 Jan2018</i>                   |
| <b>PHASE DE RESTITUTION DES RESULTATS DE L'ETUDE</b><br><br><b>12jrs</b> | <i>Présentation des résultats préliminaires</i>                | <b>1 Jours J21</b><br><br><i>Ven. 19 Jan2018</i>                                  |
|  | <i>Rédaction du rapport provisoire</i>                         | <b>6 Jours J22 à J27</b><br><br><i>Lun 22 au Ven. 26 et Lun 29 Jan2018</i>        |
|  | <i>Dépôt du rapport provisoire</i>                             | <b>1 Jour J28</b><br><br><i>Mar 30 Jan2018</i>                                    |
|  | <i>Rédaction du rapport final</i>                              | <b>3 Jours J29 à J31</b><br><br><i>Mer31 Jan et du Jeu 1 au Ven. 02 Fév. 2018</i> |
|  | <i>Dépôt du rapport final</i>                                  | <b>1 Jour J32</b><br><br><i>Lundi 05 Fév. 2018</i>                                |
| <b>Durée de la mission</b>   |  | <b>32 Jours</b>   |



# TABLE DE MATIERE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>SOMMAIRE.....</b>   | <b>3</b>  |
| <b><i>Sigles et acronymes .....</i></b>  | <b>4</b>  |
| <b><i>Résumé exécutif .....</i></b>  | <b>5</b>  |
| <b><i>Introduction .....</i></b>   | <b>7</b>  |
| <b>1. Contexte de l'étude .....</b>  | <b>7</b>  |
| <b>2. Objectifs de l'étude .....</b>   | <b>9</b>  |
| <b>1. Méthodologie .....</b>   | <b>10</b> |
| <b>1.1. Type d'étude.....</b>  | <b>10</b> |
| <b>1.2. Echantillonnage .....</b>  | <b>10</b> |
| 1.2.1. Zone d'étude et population-cible .....  | 10        |
| 1.2.2. Taille de l'échantillon.....  | 10        |
| 1.2.3. Choix des enquêtés.....   | 11        |
| 1.2.4. Choix des localités enquêtées .....   | 12        |
| <b>1.3. Phases de l'étude.....</b>   | <b>14</b> |
| 1.3.1. Phase préparatoire de la collecte des données.....  | 14        |
| 1.3.2. Phase de mise en œuvre des opérations de collecte de données .....  | 16        |
| 1.3.3. Phase de traitement, d'analyse des données et de rédaction du rapport .....                                   | 16        |
| <b>1.4. Composition de l'équipe et responsabilité des membres.....</b>   | <b>17</b> |
| 1.4.1. Le consultant principal .....   | 17        |
| 1.4.2. Le consultant secondaire.....   | 18        |
| 1.4.3. Les enquêteurs .....  | 18        |
| 1.4.4. Les opérateurs de saisie .....  | 18        |
| <b>2. Précisions terminologiques et origine de la fracture sociale .....</b>   | <b>19</b> |
| <b>2.1. Précisions terminologiques.....</b>  | <b>19</b> |
| 2.1.1. La Femme .....  | 19        |
| 2.1.2. Le Jeune.....   | 19        |
| 2.1.3. La paix.....  | 20        |
| 2.1.4. La consolidation de la paix .....   | 20        |
| 2.1.5. La sécurité .....   | 21        |
| <b>2.2. L'origine de la fracture sociale .....</b>   | <b>21</b> |
| 2.2.1. Le problème foncier, la pierre angulaire des conflits.....  | 22        |
| 2.2.2. Les différentes crises, origine de l'insécurité.....  | 23        |
| 2.2.3. La politique, amplificateur de la crise .....   | 24        |
| <b>3. La perception de base des citoyens et des autorités .....</b>  | <b>26</b> |
| <b><i>locales sur les actions de consolidation de la paix et de la sécurité</i></b>                                  |           |
| <b>3.1. La perception de la consolidation de la paix.....</b>  | <b>26</b> |
| 3.1.1. Consolidation de la paix comme la cohabitation permanente.....  | 26        |
| 3.1.2. Activités génératrices de revenus pour la jeunesse comme moyen ou outil pour la consolidation de la paix..... | 28        |

|             |  |           |
|-------------|--|-----------|
| 3.1.3.      | Répartition graphique des différentes perceptions .....  | 30        |
| <b>3.2.</b> | <b>La perception de la sécurité .....</b>  | <b>31</b> |
| 3.2.1.      | Sécurité communautaire .....   | 32        |
| 3.2.2.      | Sécurité étatique .....  | 32        |
| 3.2.3.      | Le niveau de sécurité .....  | 35        |
| 3.2.4.      | Niveau de participation des jeunes à la consolidation de la sécurité.....  | 36        |
| <b>3.3.</b> | <b>Les actions étatiques dans la consolidation de la paix et de la sécurité.....</b>   | <b>37</b> |
| <b>4.</b>   | <b><i>L'identification des difficultés pour les femmes et les jeunes à coopérer avec les autorités locales.....</i></b>                                  | <b>40</b> |
| 4.1.        | Le niveau de coopération entre les acteurs.....  | 40        |
| 4.2.        | Les difficultés de coopération des femmes et des jeunes avec les autorités locales.....  | 42        |
| <b>5.</b>   | <b><i>Les besoins spécifiques de sécurité communautaire des femmes et des jeunes impliqués dans les petits commerces .....</i></b>                       | <b>43</b> |
| <b>6.</b>   | <b><i>Analyse de l'expression et de la participation des jeunes et des femmes dans la sécurité communautaire et la consolidation de la paix.....</i></b> | <b>48</b> |
| 6.1.        | Le niveau de sécurité communautaire et de consolidation de la paix.....  | 48        |
| 6.2.        | Le Niveau de participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix  | 49        |
| 6.3.        | La participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix.....   | 51        |
| 6.4.        | La participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la sécurité communautaire.....   | 52        |
| 6.5.        | Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire.....   | 52        |
| 6.6.        | Le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire.....   | 53        |
| 6.7.        | La question du genre dans la consolidation de la paix et de la sécurité .....  | 54        |
| <b>8.</b>   | <b><i>Les leçons apprises .....</i></b>  | <b>58</b> |
|             | <b><i>Conclusion et recommandations.....</i></b>   | <b>59</b> |
| 1.          | Conclusion.....  | 59        |
| 2.          | Recommandations .....  | 60        |
| 2.1.        | A l'endroit du gouvernement, des collectivités locales .....   | 60        |
| 2.2.        | A l'endroit des ONG et des organismes œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix .....   | 61        |
|             | <b><i>Bibliographie .....</i></b>  | <b>62</b> |
|             | <b><i>ANNEXES DE L'ETUDE.....</i></b>  | <b>63</b> |